

ÉVALUATION RAPIDE

DU MARCHÉ DETRAVAIL

North Kivu et Ituri, DRC

Rebecca Hole et Elebthel Gebrehiwot







Cette étude est rendue possible grâce au généreux soutien du peuple américain par l'intermédiaire de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). Les contenus de FHI 360 sont sous la responsabilité de FHI 360 et ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'USAID ou du gouvernement des États-Unis.

TABLE DES MATIERES

ACRONYMS	
SOMMAIRE EXÉCUTIF	2
INTRODUCTION	4
Public	4
But	4
Contexte de suerce	5
Methodologie	5
Contexte socio-économique	7
CONTEXTE ÉDUCATIF	
Déficit de compétences	12
Les possibilités d'apprentissage pour les jeunes et les adultes	14
RESULTATS	16
Analyse de l'informalite	16
Secteurs et produits	16
Contraintes	21
Contraintes induites par la mve	24
Le genre sur le marché du travail	26
Cartographie des acteurs	27
RECOMMANDATIONS	31
Les possibilités de programmes à court terme	32
Considérations de programmation pour l'inclusion du genRE	42
CONCLUSIONS	43
ANNEX I	44
BIBLIOGRAPHY	45



ACRONYMS

ADF	Forces démocratiques alliées
CAP	Centre d'apprentissage professionnel
CRS	Centre de Rattrappage Scolaire
СВО	Organisation à communautaire
CFP	Centre de Formation Professionel
DFID	Département du développement international
RDC	République Démocratique du Congo
ECDC	Centre européen de prévention et de contrôle des maladies
EDC	Centre de développement de l'education
ERMS	Relance économique et systèmes de marché
EVD	Maladie à virus Ebola
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
IDE	L'investissement étranger direct
FGD	Discussion de groupe
PIB	Produit intérieur brut
HDI	Indice de développement humain
OIT	Organisation Internationale du Travail
OING	Organisation internationale non gouvernementale
KII	Entretien avec un informateur clé
LMA	Évaluation du marché du travail
ONG	Organisation non gouvernementale
OFDA	Bureau d'Assistance des Etats-Unis en cas de Catastrophe Etrangère
RCCM	Registre du commerce et du crédit mobilier
SUERCE	Intensifier la réponse à Ebola grâce à l'engagement communautaire
TVET	Formation à l'enseignement technique et professionnel
UNDP	Programme de développement des Nations Unies
UNHCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
UNICEF	Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UN OCHA	Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
USG	Gouvernement des États-Unis
VSLA	Association villageoise d'épargne et de crédit
WASH	Assainissement et hygiène de l'eau
WFP	Programme alimentaire mondial
wно	Organisation Mondiale de la Santé



SOMMAIRE EXÉCUTIF

Le projet changement de la riposte d'Ebola à travers l'Engagement Communautaire (SUERCE) a mené une évaluation rapide du marché du travail (LMA) dans les communautés touchées par la maladie à virus Ebola (MVE) dans les provinces du Nord Kivu et de l'Ituri en République démocratique du Congo (RDC) afin de mieux comprendre le marché du travail et les besoins en compétences. Financé par l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), Bureau d'assistance en cas de catastrophe à l'étranger (OFDA) et mis en œuvre par FHI 360 ; le projet mène des activités de base dans le secteur de la santé et fournit des services humanitaires globaux dans les secteurs de la relance économique et des systèmes de marché (ERMS) et de d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH). Ces activités intégrales fournissent non seulement une assistance indispensable dans les communautés touchées par la MVE, mais visent également à promouvoir l'engagement communautaire et l'acceptation des acteurs de la réponse à la MVE.

Grâce à des entretiens avec des informateurs clés (KII) et des groupes discussions (FGD) menées à Butembo, Bunia, Komanda et Mambasa, LMA identifie les besoins en compétences et en formation, les secteurs à forte demande de main-d'œuvre potentielle, et présente des recommandations de programmation des moyens de subsistance en fonction du marché pour guider les acteurs humanitaires et de développement travaillant dans les communautés touchées par MVE en RDC. Les conclusions et les recommandations du rapport sont destinées à guider les activités en cours du projet SUERCE et à fournir des recommandations pour une série d'acteurs humanitaires travaillant dans les communautés touchées par la MVE.

Une analyse du contexte socio-économique a révélé que si la MVE constitue une grave menace pour la vie et les moyens de subsistance des communautés, elle est l'un des multiples obstacles profondément enracinés en matière de santé et de moyens de subsistance auxquels sont confrontés les habitants du Nord-Kivu et de l'Ituri.

Comprendre les menaces physiques, sociales et économiques auxquelles ces communautés sont
confrontées et reconnaître que la MVE n'est peut-être pas la menace la plus importante pour les
moyens de subsistance des ménages peut aider la réponse à la MVE à mieux s'engager avec les
communautés pour établir la confiance et l'acceptation.











Le LMA a constaté que l'ensemble du système éducatif est faible, ce qui entraîne un manque de compétences dans l'offre de travail.

- Les répondants et les travailleurs de la FGD ont cité les compétences techniques comme étant le plus grand déficit de compétences sur le marché du travail. Par compétences techniques, on entend les compétences spécialisées dans une industrie ou un métier spécifique, comme les compétences en mécanique automobile, en plomberie, en menuiserie, en cuisine ou en agroalimentaire.
- En outre, tous les groupes de discussion féminins ont cité l'alphabétisation et l'calcul comme un déficit de compétences qui a eu un impact négatif sur leurs opportunités économiques.
- Des prestataires de formation pour les jeunes et adultes ont été identifiés dans les communautés touchées par la MVE. La division des affaires sociales, qui propose des cours d'alphabétisation et d'calcul et une formation technique, ainsi que des centres privés de formation technique et professionnelle (TVET) sont les principales ressources disponibles pour renforcer l'offre de main-d'œuvre dans des communautés touchées par la MVE.

Par ailleurs, le LMA a identifié les secteurs présentant un potentiel actuel et futur de demande du marché ainsi que les principaux obstacles liés à l'emploi et au travail indépendant.

- Les répondants des FGD et des KII ont identifié l'agriculture, l'agroalimentaire, la production de vêtements, la vente et le commerce, la construction, le transport et la menuiserie comme des secteurs ayant un potentiel de croissance.
- En conséquence, les trois contraintes les plus fréquemment citées pour l'emploi ou le travail indépendant sont les taxes élevées, l'insécurité physique et le manque de fournitures de démarrage.
- Il est à noter que la MVE n'a été cité que par un seul des huit FGD comme un obstacle aux activités économiques.

Sur la base du contexte socio-économique et de l'évaluation rapide de l'offre et de la demande de travail, l'EMT propose les recommandations de programmation à court et à long terme suivantes pour générer à la fois les gains économiques des bénéficiaires et promouvoir l'engagement de la communauté avec les acteurs de la réponse à la MVE et leur acceptation.

- Les possibilités de programmation à court terme comprennent l'alphabétisation fonctionnelle et la formation en calcul, la réhabilitation des centres de formation, la formation technique spécialisée, la cartographie et le partage des informations sur le marché du travail avec les communautés, l'évaluation de la micro chaîne de valeur dirigée par les participants, ainsi que la formation à la planification d'entreprise et le capital de croissance pour les entreprises existantes.
- Les possibilités de programmation à long terme comprennent une formation à l'éducation financière, une formation d'un an à l'TVET et un mentorat, l'accès à des services financiers et à une formation de groupe d'épargne, une formation à la planification d'entreprise et un capital de démarrage.



INTRODUCTION

PUBLIC

Le rapport d'évaluation rapide du marché du travail (EMT) a pour but d'éclairer la conception et la mise en œuvre de programmes de soutien aux moyens de subsistance des communautés touchées par la maladie du virus Ebola (MVE) dans le Nord-Kivu et la province de l'Ituri en République démocratique du Congo (RDC). Le rapport est conçu pour éclairer les opportunités sur le marché du travail pour les programmes financés par le gouvernement des États-Unis (USG) et un large éventail d'acteurs humanitaires et de développement, y compris d'autres bailleurs de fonds, des organisations multilatérales, des organisations non gouvernementales (ONG) régionales et des organisations communautaires (CBO). L'étude vise également à aider les communautés à mieux comprendre les possibilités qui pourraient exister pour les aider à surmonter les difficultés à trouver un emploi ou à créer des opportunités de travail indépendant.

BUT

L'objectif de l'AMT rapide est de mieux comprendre la demande de compétences sur le marché du travail. L'EMT identifie les opportunités d'emploi et de génération de revenus, les besoins en compétences et en formation, et présente des recommandations de programmation des moyens de subsistance en fonction du marché dans les communautés touchées par MVE dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri en RDC. Plus précisément, le rapport de l'EMT :

- Fournit un aperçu du contexte socio-économique dans l'est de la RDC en retraçant les principales tendances économiques, démographiques et du capital humain en RDC, en mettant l'accent sur la manière dont la MVE a affecté ces tendances
- Etablit des possibilités d'éducation, de formation et de développement de la main-d'œuvre disponibles dans les communautés touchées par la MVE
- Fournit une compréhension de l'offre et de la demande du marché du travail dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri, y compris les secteurs où la croissance et les opportunités économiques sont les plus importantes
- Fournit une compréhension des opportunités et des contraintes liées aux opportunités de travail formel et indépendant, y compris les exigences de la politique en matière de micro petites entreprises (MSE) et de travail indépendant

- Elaboration de cartes et acteurs humanitaires menant des programmes des moyens de subsistance dans les provinces du Nord Kivu et de l'Ituri
- Fait des recommandations aux acteurs intéressés par le programme des moyens de subsistance dans les communautés touchées par la MVE en RDC

CONTEXTE DE SUERCE

Le projet "Scaling Up Ebola Response through Community Engagement" (SUERCE) vise à aborder les questions d'engagement et de participation des communautés dans la réponse à la MVE en RDC. Financé par l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), le Bureau d'aide aux victimes de catastrophes à l'étranger (OFDA) et mis en œuvre par FHI 360, le projet fonctionne dans I 3 zones de Santé au Nord-Kivu et en Ituri. En plus des activités de base du secteur de la santé, SUERCE fournit des services humanitaires globaux dans les secteurs de la relance économique et des systèmes de marché (ERMS) et d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH). Ces activités globales fournissent non seulement une assistance indispensable aux communautés touchées par la MVE, mais encouragent également l'engagement communautaire et l'acceptation des acteurs de la réponse à l'EVD. Dans le cadre des activités de l'ERMS, FHI 360 a mené une évaluation rapide des besoins dans les communautés touchées par la MVE afin de mieux comprendre le marché du travail et les besoins en compétences. Les conclusions et les recommandations du rapport sont destinées à guider les activités en cours du projet SUERCE et à faire des recommandations pour une série d'acteurs humanitaires travaillant dans les communautés touchées par la MVE en RDC.

L'approche rapide LMA a été adaptée du cadre méthodologique standard de FHI 360 pour effectuer d'évaluations du marché du travail. Pour refléter l'urgence du contexte humanitaire, le calendrier standard et la portée géographique de l'évaluation ont été pressés et les sections qui dépendent fortement des données commerciales ont été exclues. La pression des délais a permis de réduire la taille de l'échantillon et de cibler davantage le rapport, ce qui différencie cette évaluation "rapide" d'une évaluation plus complète.

METHODOLOGIE

Cette étude rapide de marché a utilisé un mélange de recherche documentaire sur le contexte économique dans l'est de la RDC et de collecte de données qualitatives dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri. La collecte de données a été menée par une équipe mixte de chercheurs internationaux et d'experts locaux de la RDC dans le cadre du projet SUERCE entre le 10 et le 23 novembre 2019.

Vingt-deux entretiens avec des informateurs clés (IIC) ont été menés avec une gamme d'entités gouvernementales, de centres d'enseignement technique et de formation professionnelle (EFTP), d'associations d'entreprises, d'employeurs, d'organisations internationales non gouvernementales (OING), d'institutions multilatérales et d'institutions financières. En outre, huit discussions de groupe (FGD) ont été menées à Butembo (2), Bunia (2), Komanda (2) et Mambasa (2) avec des chefs de communauté masculins et féminins qui ont été invités à se joindre aux discussions. Chaque groupe comprenait cinq à dix participants et la discussion a porté sur les possibilités de générer des revenus, les obstacles à l'emploi et au travail indépendant, les besoins en compétences et les sources d'information sur le marché. Tous les participants ont donné leur consentement verbal et les informateurs clés et les entretiens en groupe ont été enregistrés avec la permission des participants. Des notes détaillées ont été prises au cours des entretiens et les enregistrements audios ont été utilisés pour vérifier les notes. Après la collecte des données primaires, les notes des Informateurs clés et des FGD ont été codées par thème et analysées à l'aide du logiciel Nvivo. L'EMT s'appuie principalement sur des données qualitatives car il n'existe pas de grands ensembles de données fiables sur l'économie informelle pour le Nord-Kivu et l'Ituri.

Une liste des Informateurs clés et des FGD est fournie dans le tableau 1.

TABLEAU I. ECHANTILLON D'ÉTUDE

COLLECTE DE DONNÉES	CATÉGORIE DES KIIS		NOMBRE DE KIIS
Klls	Les Entités gouvernementales		4
	Centres de formation		8
	Associations d'entreprises/employeur		5
	ONG/institutions multilaterals		3
	Institutions financières		2
		Nombre total des KIIs	22

COLLECTE DE DONNÉES	EMPLACEMENT DU FGD	NOMBRE DE FGDS	NOMBRE DES PARTICIPANTS	NOMBRE TOTAL DES PARTICIPANTS	
FGDs	Butembo	2	8	16	
	Bunia	2	5-8	13	
	Komanda	2	8-10	18	
	Mambasa	2	8	16	
	Nombre Total des participants FGD 63				

CONTEXTE SOCIO-ÉCONOMIQUE

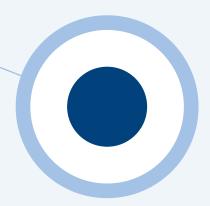
L'est de la RDC est en proie à un violent conflit depuis des décennies. La première guerre du Congo, de 1996 à 1997 ; suivie de la deuxième guerre du Congo, de 1998 à 2003, a fait plus de trois millions de morts et a laissé la région vulnérable à la violence permanente. Plus de 120 groupes armés opèrent dans l'est de la RDC et continuent de terroriser les civils. Le Kivu Security Tracker du Conseil des relations extérieures fait état de 2 645 morts violentes et de 4 179 enlèvements par des groupes armés au Nord et au Sud-Kivu depuis 2017, et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA) a signalé le déplacement de plus de 2,1 millions de Congolais en 2018 en raison d'une escalade du conflit armé⁴.

Alors que les guerres ont laissé des cicatrices physiologiques et émotionnelles sur l'ensemble de la population, les femmes et les jeunes filles en particulier ont été victimes d'atrocités physiques et psychologiques extraordinaires, et l'on estime que 40 % des femmes de l'est de la RDC ont signalé des cas d'agression sexuelle. Une mauvaise gouvernance, des mauvaises institutions et une corruption rampante au sein du gouvernement permettent à ces conflits de se poursuivre et, dans certains cas, d'alimenter encore davantage les tensions ethniques.

Le nombre élevé de décès, de déplacements et la persistance des conflits armés ont eu des effets extrêmement néfastes sur le développement humain. 3,5 millions d'enfants en âge d'aller à l'école primaire ne sont pas scolarisés,⁷ on estime que 70 % de la population n'a pas accès aux soins de santé⁸, 43 % des enfants souffrent d'un retard de croissance dû à une malnutrition chronique⁹ et on estime à 15,9 millions le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë, dont la majorité vit dans le Nord et le Sud-Kivu I 0.¹⁰ La gravité du conflit et ses effets indirects sur le système d'éducation et de santé ont conduit à une détérioration quasi universelle des conditions de vie.

Les conflits armés passés et actuels ont également considérablement accru la vulnérabilité économique des ménages. Les données sur la pauvreté indiquent que 63 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. Les industries extractives telles que l'extraction du cuivre, du cobalt et de l'or constituent le plus grand secteur du produit intérieur brut (PIB) national. Historiquement, les industries extractives

- I Council on Foreign Relations: "Violence in the Democratic Republic of Congo." Global Conflict Tracker, January 30, 2020. https://www.cfr.org/interactive/global-conflict-tracker/conflict/violence-democratic-republic-congo
- 2 United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs."DRC Humanitarian Fund Annual Report 2018." March 2018. https://www.unocha.org/democratic-republic-congo-drc/about-drc-hf
- 3 Ibic
- 4 United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs. "DRC Humanitarian Fund Annual Report 2018." March 2018. https://www.unocha.org/democratic-republic-congo-drc/about-drc-hf
- 5 Rouhani, S., Scott, J., G, B., MA, O., S, H., A, G., SA, B. "A quantitative assessment of termination of sexual violence-related pregnancies in eastern Democratic Republic of Congo." 2016. Journal of Conflict and Health, 10(9). https://doi.org/10.1186/s13031-016-0073-x
- 6 Education Development Center, Inc. "USAID/DRC Integrated Youth Development Activity (IYDA) Rapid Education Risk Assessment & Do No Harm Conflict Sensitivity Analysis (RERA/DNH)." June 2019.
- 7 Ibid., 20.
- 8 USAID. "Health Fact Sheet Democratic Republic of the Congo." 2017. https://2012-2017.usaid.gov/democratic-republic-congo/fact-sheets/ usaiddrc-fact-sheet-health
- 9 USAID. "Democratic Republic of the Congo: Nutrition Profile." 2018. https://www.usaid.gov/sites/default/files/documents/1864/ DRC-Nutrition-Profile-Mar2018-508.pdf
- 10 IPC. "Democratic Republic of the Congo Acute Food Insecurity Situation." December 2019. https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/IPC_DRC_AFL_August_2019_English.pdf
- 11 World Bank "Poverty Headcount Ratio Congo, Dem. Rep." 2012. https://data.worldbank.org/indicator/SI.POV.NAHC?locations=CD



produisent peu d'emplois et lient la croissance du PIB aux fluctuations des prix mondiaux des matières premières. Par exemple, le PIB du pays a augmenté de 2015 à 2017 sous l'effet de la hausse mondiale du prix du cuivre. Malgré la croissance du PIB, les taux de chômage sont restés élevés car la population a augmenté à un rythme similaire à celui du PIB et les industries extractives représentent un faible pourcentage de l'emploi national. Un rapport de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique pour 2015 a estimé le taux de chômage global à 73 % 4 et, selon un rapport de l'Organisation internationale du travail (OIT) pour 2018, 88 % des emplois se trouvent dans le secteur informel.

En plus du conflit violent en cours, des indicateurs de développement humain lamentables et d'une économie informelle fragmentée, une nouvelle flambée de la MVE a été déclarée au Nord-Kivu en août 2018. L'épidémie a débuté dans la zone de santé de Mabalako en août 2018 et a continué à se déplacer de manière imprévisible de Mabalako à Beni, à Katwa et Butembo et à revenir à Mabalako. Depuis 2018, la MVE a coûté la vie à 2 242 personnes et a apporté avec elle une couche supplémentaire de tension et de conflit. C'est dans ces zones sanitaires touchées par la MVE au Nord-Kivu et en Ituri que cette AGL rapide étudie les obstacles et les opportunités sur le marché du travail. Le tableau 2 de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) montre comment la MVE a voyagé entre les zones de santé du Nord-Kivu et de l'Ituri et y est retournée depuis avril 2018. Le tableau 3 du Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC) met en évidence la localisation géographique des cas d'Ebola en janvier 2020.

¹² Aterido, Reyes, Gonzalez, A., Merotto, D., Petracco, C., and Sanchez-Reaza, J. "Democratic Republic of Congo: Jobs Diagnostic." World Bank, 2017. http://documents.worldbank.org/curated/en/822881517551920780/pdf/123113-WP-P161849-1-2-2018-13-5-12-WBDRCJDWEB.pdf

¹³ lbid.

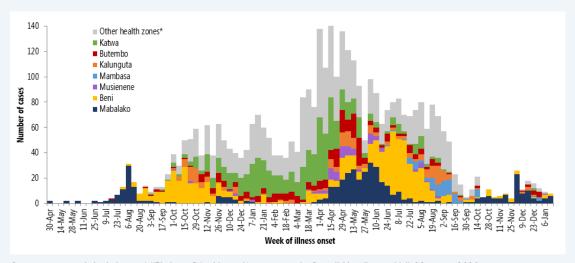
¹⁴ United Nations Economic Commission for Africa. "Conflicts in the Democratic Republic of Congo: Causes, impact and implications for the Great Lakes region." 2015.

¹⁵ International Labour Organization. "Women and Men in the Informal Economy: A Statistical Picture." 2018. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/publication/wcms_626831.pdf

¹⁶ World Health Organization. "Ebola Virus Disease – Democratic Republic of the Congo: Update." January 16, 2020. https://www.who.int/csr/don/16-january-2020-ebola-drc/en/

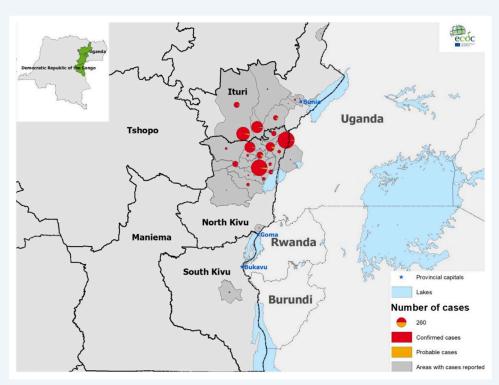
¹⁷ World Health Organization. "Ebola in the Democratic Republic of the Congo: Overview." January 28, 2020. https://www.who.int/emergencies/diseases/ebola/drc-2019

TABLEAU 2. CAS D'EBOLA PAR ZONE DE SANTE ET DATE



Organisation mondiale de la santé, "Ebola en République démocratique du Congo" : Vue d'ensemble". 28 janvier 2020

TABLEAU 3 : RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES CAS CONFIRMÉS ET PROBABLES DE LA MALADIE A VIRUS D'EBOLA A PARTIR DU 22 JANVIER 2020



ECDC." Répartition géographique des cas de virus Ebola, RDC et Ouganda". 22 janvier 2020

En 2016, la Banque mondiale a mené une étude approfondie des effets économiques et fiscaux de l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest en 2014-2015. Les résultats de cette étude suggèrent que les conséquences économiques et fiscales de la maladie peuvent être graves et durer plus longtemps que l'impact épidémiologique. ¹⁸ Au Liberia et en Sierra Leone, la maladie a eu un impact négatif sur l'investissement, la production et la consommation et a entraîné une augmentation du chômage et une perte de revenus. L'effet néfaste de la MVE sur l'économie a été amorti par des dépenses d'aide internationale importantes. Toutefois, ces pays ont connu une baisse supplémentaire de leur croissance économique une fois que la MVE ait été contrôlé et que les bailleurs de fonds internationaux ont réduit leur présence dans la région. ¹⁹ Alors que la RDC devrait connaître des impacts économiques similaires suite à l'actuelle épidémie de la MVE, il est important de noter que la RDC, et l'est de la RDC en particulier, partent d'une base économique plus faible. Par exemple, l'investissement direct étranger (IDE) au Liberia est passé de 15 % du PIB en 2014 à 7 % du PIB en 2015 lors de l'épidémie de la MVE qui a affecté les revenus des ménages et l'emploi. ²⁰

En RDC, le FDI a été estimé à seulement I,4% du PIB en 2015 (estimation la plus récente) et est probablement plus faible dans les régions déchirées par la guerre comme le Nord-Kivu et l'Ituri²¹ Il y a peu d'investissements étrangers, peu de chaînes de valeur qui fonctionnent et déjà beaucoup d'imprévisibilité dans l'économie en raison de l'insécurité, donc l'ajout de la MVE pourrait avoir un impact moins grave sur le marché du travail. Bien que la MVE constitue une menace sérieuse aux vies et les moyens de subsistance dans ces communautés, elle est l'un des multiples obstacles profondément enracinés auxquels sont confrontés les habitants du Nord-Kivu et de l'Ituri en matière de santé et de moyens de subsistance. Au cours de la même période où 2 242 personnes sont mortes des suites de la MVE, 2 645 personnes ont été victimes d'attaques violentes dans la même région.²² L'analyse des menaces physiques, sociales et économiques auxquelles ces communautés sont confrontées et la reconnaissance du fait que la MVE n'est peut-être pas la menace la plus importante pour les moyens de subsistance des ménages peuvent aider la réponse à la MVE à mieux s'engager auprès des communautés afin de reconstruire la confiance et l'acceptation.

¹⁸ World Bank Group. "2014-2015 West Africa Ebola Crisis: Impact Update." May 10, 2016. http://pubdocs.worldbank.org/en/297531463677588074/ Ebola-Economic-Impact-and-Lessons-Paper-short-version.pdf

²⁰ World Bank. "Foreign Direct Investment, net inflows (% of GDP)." 2018. https://tcdata360.worldbank.org/countries/LBR?indicator=1541&countries=COD&viz=line_chart&years=1970,2018&country=LBR

²² Congo Research Group and Human Rights Watch. "Kivu Security Tracker."



RESULTATS

Offre du marché - Éducation et compétences

L'offre de main-d'œuvre qualifiée est essentielle au bon fonctionnement du marché du travail et, en RDC, le système éducatif global est mauvais. Il est essentiel de comprendre le contexte éducatif au travail et les lacunes en matière de compétences pour identifier les points d'influence permettant de renforcer le marché du travail. Par conséquent, cette section passe en revue le système éducatif dans son ensemble et identifie les lacunes en matière de compétences et les possibilités d'éducation et de formation disponibles dans les communautés touchées par la MVE dans le cadre du processus visant à identifier les principaux points d'entrée sur le marché du travail. L'étude est basée sur des recherches secondaires et des données primaires issues d'entretiens et de discussions de groupes.

CONTEXTE ÉDUCATIF

Comme souligné dans la section Contexte socio-économique, les indicateurs de développement humain tels que les résultats scolaires ont été freinés par les conflits passés et actuels. Le mauvais système éducatif de la RDC est caractérisé par l'inefficacité du gouvernement, la corruption, des infrastructures inadéquates, peu d'enseignants qualifiés et un manque de matériel pédagogique de base.²³ Bien que la constitution de la RDC de 2004 stipule que "l'éducation dans les écoles publiques primaires est gratuite et obligatoire", ce n'est pas la réalité dans la pratique.²⁴

On estime que les familles paient de 16 à 36 dollars par élève et par an en frais de scolarité, ce qui est un coût inhibiteur dans un pays où les ménages ont en moyenne six enfants.²⁵ Le mauvais système d'enseignement primaire a conduit à un taux d'alphabétisation national de 88% pour les hommes et de 63% pour les femmes,²⁶et à un taux d'alphabétisation estimé pour les hommes et les femmes adultes du Nord-Kivu de seulement 52,2%.²⁷

Afin de réduire le fossé en matière d'alphabétisation des adultes et de soutenir le développement des compétences, la division des affaires sociales propose des cours d'apprentissage accéléré en lecture, écriture et calcul dans des centres appelés Centres de Rattrapages Scolaires (CRS) ainsi que des cours de formation technique et professionnelle dans des centres appelés Centres d'Apprentissage Professionnels (CAP). Alors que les centres d'apprentissage accéléré gérés par le gouvernement sont

²³ Education Development Center, Inc. "USAID/DRC Integrated Youth Development Activity (IYDA) Rapid Education Risk Assessment & Do No Harm Conflict Sensitivity Analysis (RERA/DNH)," 21.

²⁴ Ibid., 20.

²⁵ Ibid.

²⁶ lbid., 22.

²⁷ United Nations Organization Stabilization Mission in the Democratic Republic of Congo (MONUSCO). "North Kivu Factsheet." January 2015. https://monusco.unmissions.org/sites/default/files/north_kivu.factsheet.eng_.pdf

censés être accessibles aux populations vulnérables, des frais supplémentaires sont souvent appliqués, ce qui les rend prohibitifs pour les bénéficiaires visés. Outre les centres CRS et CAP gérés par la Division des affaires sociales, les répondants des FGD en milieu rural et urbain ont décrit les centres privés de TVET comme autre source d'éducation de jeunes et d'adultes dans leurs communautés. Les personnes interrogées ont expliqué que les centres d'EFTP privés proposent des cours dans un large éventail de matières telles que la coupe et couture, la menuiserie, la mécanique automobile, la cuisine, la plomberie ou la maçonnerie.

FIGURE 1. CADRE DES COMPÉTENCES (CONNEXIONS DE LA MAIN-D'ŒUVRE)



L'éducation dans leurs communautés. Les personnes interrogées ont expliqué que les centres d'EFTP privés offrent des cours dans un de nombreux sujets tels que la couture, la menuiserie, la mécanique automobile, la cuisine, la plomberie ou la maçonnerie.

DÉFICIT DE COMPÉTENCES

Les répondants des groupes de discussion et les propriétaires d'entreprises ont été invités à décrire les compétences nécessaires pour obtenir un emploi ou pour démarrer une activité génératrice de revenus dans leur communauté. Les besoins de compétences perçus par les répondants peuvent être divisés en trois types : compétences de base, compétences techniques et compétences non techniques, sur la base d'un cadre de compétences élaboré par le projet Workforce Connections financé par l'USAID.²⁸ Le tableau 4 illustre le nombre de groupes de discussion qui ont cité chaque besoin de compétences et des exemples de déficits spécifiques signalés. De même, le tableau 5 indique le nombre de propriétaires d'entreprises qui ont cité chaque besoin de compétences et des exemples de déficits spécifiques qu'ils ont signalés.

Le tableau 4 montre que tous les groupes de discussion, tant masculins que féminins, ont fait état d'un besoin de compétences techniques supplémentaires. En outre, les quatre groupes de femmes ont tous cité l'alphabétisation et le calcul comme un déficit de compétences qui a eu un impact négatif sur leurs opportunités économiques. Le tableau 5 montre que les besoins en compétences identifiés par les employeurs correspondent aux déficiences en matière de compétences relevées par les participants aux FGD. Tous les employeurs interrogés ont déclaré que la capacité de l'employé à effectuer des tâches techniques était la plus précieuse pour eux, et deux des cinq employeurs ont exprimé la valeur des compétences de base.

²⁸ Gates, Sarah, Lippman, L., Shadowen, N., Burke, H., Diener, O., and Malkin. "Key Soft Skills for Cross-Sectoral Youth Outcomes." USAID's Youth-Power: Implementation, Youth-Power Action. 2016. https://www.usaid.gov/sites/default/files/documents/1865/KeySoftSkills.pdf

TABLEAU 4. DÉFICIT DE COMPÉTENCES PERÇU – PARTICIPANTS AU FGD

TYPE DE COMPÉTENCE	FONDAMENTALE	TECHNIQUE	NONTECHNIQUE
Définition des types de compétences	Des compétences fondamentales souvent acquises grâce à l'éducation formelle	Des compétences spécialisées pour un secteur ou un métier spécifique	Des compétences transversales dans nombreux secteurs et professions telles que le leadership, la persuasion, la maîtrise de soi, et auto-motivation
Nombre de Groupes de discussion qui ont perçu un besoin de compétences	Homme: 2 sur 4 Femme: 4 sur 4	Homme: 4 sur 4 Femme: 4 sur 4	Homme: 0 sur 4 Femme: 2 of 4
Liste de besoins en compétences signalées	L'alphabétisation Calcul Connaissance financière	Formation pour le creusage des trous de forage Construction Mechanique Plomberie Menuiserie Fabrication de savon Cuisine Industrie agroalimentaire Élevage Planification d'entreprise	Service client Techniques de négociation Leadership

TABLE 5. DÉFICIT DE COMPÉTENCES PERÇU - PROPRIETAIRES D'ENTREPRISE

TYPE DE COMPÉTENCE	FONDAMENTALE	TECHNIQUE	NON-TECHNIQUE
Définition des types de compétences	Des compétences de base souvent acquises grâce à l'éducation formelle	Des compétences spécialisées pour un secteur ou un métier spécifique	Des compétences transversales dans nombreux secteurs et professions telles que le leadership, la persuasion, la maîtrise de soi, et auto-motivation
Nombre de propriétaires d'entreprises ayant perçu un besoin de compétences	2 sur 5	5 sur 5	0 sur 5
Liste de besoins en	• Le calcul pour	Coiffure	
compétences signalées	mesurer les produits	Coupe et couture	
	L'alphabétisation pour la signalisation routière	Reluire, peinture et ponçage du bois	
		Menuiserie	
		Compétences de conduite	
		• Techniques agricoles modernes:	

LES POSSIBILITÉS D'APPRENTISSAGE POUR LES JEUNES ET LES ADULTES

Les cours CRS et CAP de la Division des affaires sociales et les centres privés d'EFTP sont les principales ressources disponibles pour renforcer l'offre de main-d'œuvre dans les communautés touchées par la MVE. La Division des Affaires Sociales offre des cours d'alphabétisation et de calcul dans les centres CRS et des cours d'EFTP dans les centres CAP dans tout l'Est de la RDC. Le ministère de la jeunesse propose également des cours d'EFTP dans des centres appelés Centres de Formation Professionnelle (CFP). Un représentant de la Division des Affaires Sociales a expliqué que les cours d'EFTP offerts dans les centres CAP et CFP utilisent le même programme.

Toutefois, la PAC est destinée à soutenir les enfants et les jeunes de 17 ans et moins, tandis que la PCP vise à former les jeunes et les adultes de 18 ans et plus. Bien que cette distinction soit faite dans leurs mandats, le représentant de la Division des affaires sociales a expliqué que, dans la pratique, les centres de la PAC et de la PCP acceptent des personnes vulnérables de tout âge. Lorsqu'on leur a demandé à quelle fréquence les programmes d'études des

"Nous n'avons pas assez d'équipements et de machines pour la formation. De plus, il y a un manque de formateurs qualifiés.

Le renforcement des capacités des formateurs est essentiel. Nous avons de grandes difficultés à trouver des formateurs qualifiés".

-PROPRIÉTAIRE CENTRE, BUTEMBO

CRS, de la CAP et de la PCP sont mis à jour, les répondants ont expliqué qu'ils sont révisés tous les dix ans, et que la dernière révision a eu lieu en 2018. Le programme d'alphabétisation, et du calcul a notamment été mis à jour avec le soutien de l'USAID et du projet ACCELERE financé par le ministère du développement international (DFID) en 2018. La durée des cours CAP et CFP varie de trois mois à deux ans et, bien que le prix officiel soit de 5 dollars par mois, dans la pratique, les centres locaux facturent des frais supplémentaires. Les cours d'EFTP proposés comprennent la couture, la menuiserie, la construction, la mécanique automobile et la cuisine ; cependant, aucune aide au placement n'est fournie aux diplômés du programme et les centres n'ont que peu de coordination avec le secteur privé ou les employeurs.

Tous les centres utilisent le même programme d'EFTP fourni par la Division des affaires sociales au niveau national, mais les instructeurs et les administrateurs procèdent souvent à des ajustements au niveau local, ce qui se traduit par une qualité variable. Par exemple, un propriétaire d'entreprise de menuiserie à Bembo a indiqué que la formation de menuiserie du CAP préparait son employé aux compétences nécessaires pour le travail, tandis qu'un rapport de l'USAID de 2018 sur le contexte de l'éducation au Nord et au Sud-Kivu a constaté que de nombreux centres CAP manquaient d'équipement nécessaire pour que les étudiants puissent mettre en pratique leurs compétences techniques et que les étudiants recevaient donc une formation insuffisante pour trouver ou créer un emploi après avoir obtenu leur diplôme.

Des centres privés d'EFTP ont également été identifiés au Nord-Kivu et en Ituri. La plupart de ces centres perçoivent une petite rémunération des participants, mais reçoivent également des fonds de donateurs religieux ou internationaux pour aider à subventionner le coût de la formation des participants. Tous les centres de formation sont enregistrés auprès de la division des affaires sociales, du ministère de l'éducation ou de la division de la jeunesse, mais n'utilisent pas de programme d'études standardisé ni de système de certification. Chaque centre d'EFTP crée une certification pour les diplômés, qui est ensuite estampillée par l'un des ministères du gouvernement. L'absence de normalisation ou de cadre national de qualifications réduit la valeur des certifications estampillées par le gouvernement sur le marché du travail.

Malgré le manque de normalisation, la plupart des centres de formation proposent des cours similaires en couture, cuisine, agriculture, conduite, élevage, menuiserie, mécanique automobile et maçonnerie. Lorsqu'on leur a demandé de décrire comment le centre de formation détermine les cours qui seront proposés, la majorité des propriétaires de centres d'EFTP ont expliqué que les cours étaient sélectionnés en fonction des compétences exigées par les étudiants potentiels, par opposition aux compétences exigées par les entreprises. En outre, aucun des centres d'EFTP interrogés n'offrait d'aide au placement aux diplômés. Cela suggère que les centres d'EFTP ne tiennent pas compte actuellement de la demande du marché lors de la sélection des secteurs de formation ou de l'élaboration des programmes d'EFTP. La durée des cours d'EFTP change de six à douze mois et coûtent entre 30 et 200 dollars par semestre. Tous les centres de formation ont cité le manque de fournitures et d'équipements, tels que des machines à coudre, des scies, une voiture pour faire des démonstrations de mécanique automobile et des outils de construction, comme étant le principal défi à relever pour offrir une formation de qualité. De plus, plusieurs centres ont expliqué que l'identification de formateurs qualifiés était un problème sérieux.

Lorsque les répondants du FGD ont été interrogés sur les centres de formation dans leurs communautés, ceux de Butembo et de Bunia reconnaissaient ces centres, mais certains ont déclaré que leur coût était prohibitif. Par ailleurs, les personnes interrogées à Komanda et à Mambasa ne connaissaient pas l'existence de ces centres dans leur communauté. Une liste complète des centres d'EFTP identifiés et interrogés figure à l'annexe I.

Bien qu'il soit prometteur que la formation à l'offre de main-d'œuvre existe dans les communautés touchées par l'EVD, il est important que les responsables de la mise en œuvre du programme fassent preuve de diligence raisonnable quant à la qualité de la formation, aux outils disponibles et à la demande du marché pour les formations proposées. Les multiples centres d'EFTP interrogés ont démontré leur potentiel et, avec un soutien matériel et des conseils supplémentaires, pourraient servir de partenaires précieux dans la programmation des moyens de subsistance. La section Recommandations ci-dessous développe les possibilités de collaboration avec la Division des affaires sociales et les centres d'EFTP privés.





RESULTATS

Demande du Marché - Analyse Sectorielle

Cette section étudie la capacité de l'économie locale à absorber l'offre de main-d'œuvre au Nord-Kivu et en Ituri. L'analyse est basée sur des données primaires collectées par le biais d'entretiens et de discussions de groupe, et met l'accent sur les opportunités de génératrices de revenus qui ont un potentiel de croissance apparent et qui pourraient être accessibles et viables pour les communautés touchées par la MVE.

ANALYSE DE L'INFORMALITE

Comme décrit dans la section Contexte socio-économique, les industries extractives, telles que les mines, représentent la majorité du PIB national ; cependant, ces industries ont peu de liens avec l'économie locale et n'offrent pas une source majeure d'emplois.²⁹ L'image de l'emploi en RDC est caractérisé par peu d'entreprises formelles génératrices d'emplois, mais un grand nombre de petites entreprises informelles.³⁰ Selon un rapport de l'OIT datant de 2018, 88% de l'emploi se trouve dans le secteur informel.³¹ Les économies informelles sont notoirement difficiles à analyser car il n'existe pas de données officielles pour suivre leur croissance ou mesurer les secteurs spécifiques. Malgré ces obstacles, des données qualitatives localisées peuvent fournir des indications sur la taille, les défis et les opportunités auxquels ces entreprises et travailleurs indépendants sont confrontés.

Nos données qualitatives du Nord-Kivu et de l'Ituri indiquent que la demande globale d'emploi est très faible dans les communautés touchées par l'EVD, mais que les secteurs productifs et les possibilités de croissance existent. Au niveau des villages et des villes, les petites entreprises et les travailleurs indépendants maintiennent leurs moyens de subsistance dans divers secteurs traditionnels et naissants. Dans la section ci-dessous, nous examinons les secteurs primaires identifiés comme ayant un potentiel actuel et futur d'activité indépendante et, dans quelques cas, un potentiel d'emploi.

SECTEURS ET PRODUITS

Les répondants ont identifié les secteurs suivants comme ayant un potentiel actuel et futur de demande d'emploi ou de travail indépendant dans les communautés touchées par la MVE.

L'agriculture : Les répondants de sept des huit groupes de discussion et d'une majorité des KIIs ont cité l'agriculture comme le secteur ayant le plus grand potentiel d'emploi et de travail indépendant dans le Nord Kivu et Ituri. Même les personnes interrogées dans les communautés urbaines, comme Butembo et Bunia, ont indiqué que l'agriculture était un secteur en pleine croissance avec un grand potentiel d'activités génératrices de revenus non agricoles.

²⁹ Aterido, Reyes et al. "Democratic Republic of Congo: Jobs Diagnostic," 3.

³¹ International Labour Organization. "Women and Men in the Informal Economy: A Statistical Picture," 85.

Cela correspond à un rapport de l'USAID sur la sécurité alimentaire qui souligne la grande opportunité de produire des cultures vivrières et de rente au Nord-Kivu en raison de ses diverses zones agro-écologiques, de ses pluies abondantes et de son sol volcanique fertile.³² Riz, manioc, maïs, quinquina, cacao, légumineuses, palmiers à huile, oignons, et le soja ont été cités comme les cultures

TABLEAU 6.

SECTEURS PORTEURS			
Agriculture	Agroalimentaire		
Fabrication de vêtements	Ventes & Commerce		
Construction	Transport		
Menuiserie			

les plus courantes par les répondants du FGD, tandis que les pommes de terre et le café ont été mentionnés comme les cultures ayant le plus grand potentiel de croissance. Les participants à la DGGF à Komanda ont expliqué qu'il est plus courant pour les agriculteurs de travailler sur la propriété de quelqu'un d'autre jusqu'à ce qu'ils puissent se permettre leur propre terre. Les personnes interrogées de Mercy Corps et du Programme alimentaire mondial (PAM) ont répété que les droits fonciers constituent un défi important qui limite le potentiel de revenus des agriculteurs vulnérables. Outre le problème de l'accessibilité des terres, la production agricole, de par sa nature, est lente à générer des revenus et peut ne pas être une option viable pour les communautés en situation d'urgence. Dans le contexte des communautés touchées par la MVE, les activités de services non agricoles telles que le transport, le stockage, le conditionnement, le commerce et la transformation des produits agricoles peuvent constituer des options plus viables.

Agroalimentaire: Bien qu'il s'agisse d'un secteur plus naissant, l'agroalimentaire est également considéré comme un secteur de croissance potentielle. Une grande association agricole a expliqué qu'elle est très intéressée par une expansion dans le domaine du stockage, du conditionnement et de la transformation des aliments pour ajouter de la valeur et prolonger la durée de conservation des produits à l'avenir. En outre, les personnes interrogées par le FGD à Komanda et à Mambasa ont indiqué qu'elles aimeraient apprendre comment transformer les arachides en beurre d'arachide et le manioc en farine de manioc, car cela pourrait rapidement ajouter de la valeur aux produits et entraîner des bénéfices immédiats. En outre, l'amélioration de l'emballage et de la capacité de stockage des aliments pourrait contribuer à réduire l'insécurité alimentaire en plus de générer des opportunités économiques.

Ventes et Commerce: Après l'agriculture, le secteur de la vente et du commerce était le deuxième secteur le plus souvent cité. Lorsqu'on leur a demandé de décrire les possibilités de création de revenus dans leurs communautés, les huit groupes de discussion, tant en milieu rural qu'en milieu urbain, ont mentionné la vente et le commerce comme étant le moyen le plus rapide de générer des revenus. En outre, un représentant de la Chambre de commerce de Goma a déclaré que le commerce était le secteur le plus courant des micro-entreprises enregistrées. Les produits commerciaux les plus souvent mentionnés sont les oignons, les vêtements usagés, le charbon de bois et les huiles qui sont achetés à un producteur et vendus à d'autres consommateurs. Les participants à Komanda et Mambasa ont souligné que le commerce est souvent une étape initiale dans la participation économique.

³² Murphy, Emmet, Glaeser, L., Maalouf-Manasseh, Z., Collison, D., and Sethuraman, K. "USAID Office of Food for Peace Food Security Desk Review for Katanga, North Kivu, and South Kivu, Democratic Republic of Congo." 2015. https://www.fantaproject.org/sites/default/files/resources/FFP-Kivu-Katanga-Desk-Review-Nov2015.pdf

Par exemple, les femmes de Komanda ont expliqué que "le commerce est la première activité qui contribue à améliorer les revenus et à payer les frais de scolarité". Bien que les bénéfices des ventes et du commerce soient faibles, il s'agit d'un secteur facilement accessible qui a le potentiel d'améliorer immédiatement les revenus des hommes et des femmes.

Fabrication de vêtements: Les quatre groupes de discussion féminins et la plupart des groupes de discussion masculins ont indiqué que la couture était un secteur générateur de revenus, principalement pour les femmes. En outre, tous les centres de formation de l'EFTP interrogés ont indiqué qu'ils proposaient des cours de couture pour les femmes.

La prévalence des cours de coupe et couture suggère qu'il pourrait y avoir une offre excédentaire de couturières ; toutefois, une enquête plus approfondie a révélé qu'il semble y avoir un marché pour des produits vestimentaires différenciés. En interrogeant les femmes de Bunia sur la rentabilité des robes de couture, ils ont



Association Moto

expliqué que les nouveaux modèles différents sont plus faciles à commercialiser et peuvent générer des rendements plus importants. Elles ont également indiqué qu'elles souhaitaient apprendre davantage de modèles et de formes de valeur ajoutée, comme le perlage Bien que la demande de couturières débutantes soit moindre, il semble y avoir des possibilités de marché dans la diversification des produits et les compétences artisanales uniques.

Transport : De même, le transport a été cité par tous les groupes de discussion masculins comme un secteur de croissance potentiel. Les conducteurs de motos transportent les personnes et les marchandises au sein des communautés, amènent les commerçants des villages au marché pour vendre, et transportent les marchandises à travers la frontière vers l'Ouganda. Cette activité est si populaire que dans certains contextes, le marché semble proche de la saturation. Par exemple, à Butembo, les Conducteurs de motos sont devenus si répandus que les chauffeurs ont signalé que le prix d'une course était passé de 500 francs à 200 francs. Cependant, pour les communautés rurales, cela pourrait encore offrir des revenus pour certains. En outre, les responsables des associations des secteurs de l'agriculture et de la menuiserie ont exprimé le besoin d'une plus grande variété d'options de transport plus efficaces. Les représentants des deux secteurs ont expliqué que des camions et des chauffeurs de camion supplémentaires sont nécessaires pour transporter à la fois les matières premières et les produits finis ou les récoltes aux marchés. Ils ont également noté que si les conditions routières devaient améliorer la demande de conducteurs, c'était possible d'augmenter:

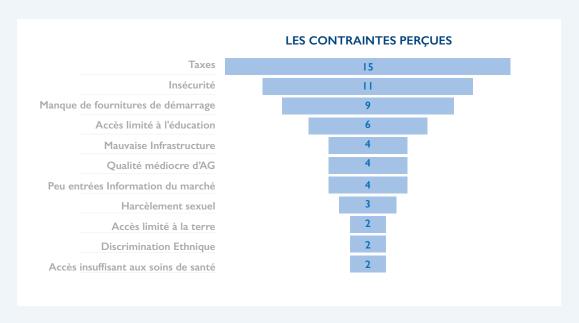
Construction: La construction est perçue par les répondants comme un secteur nouveau et en pleine croissance. Plusieurs établissements d'EFTP ont noté que la fabrication de briques et la maçonnerie ont récemment été ajoutées à l'offre de cours en raison de la demande accrue de maisons. À Bunia en particulier, les répondants de la DGF ont expliqué qu'ils voyaient des activités d'emploi potentielles à chaque étape de la construction, de l'extraction de la pierre et du sable à la fabrication de briques et à la maçonnerie. De plus, la construction de routes est considérée comme une opportunité d'emploi prometteuse. La construction de routes peut avoir un effet positif sur la croissance économique, tout en augmentant la possibilité d'atteindre des communautés plus éloignées avec des soins de santé. Toutefois, aucun EFTP interrogés ont indiqué qu'ils proposaient des cours pour l'amélioration ou la construction de routes.

Menuiserie: Les personnes interrogées dans les quatre localités ont mentionné la menuiserie comme une activité potentiellement génératrice de revenus et, comme la couture, des cours de menuiserie étaient disponibles dans la majorité des établissements d'EFTP interrogés. Un propriétaire d'entreprise de menuiserie à Butembo a expliqué qu'il existe une demande de produits manufacturés en bois à Butembo et en Ouganda, mais que cette demande était spécifique. Ses clients préfèrent les produits fabriqués à partir de bois rouge, par opposition au bois blanc, plus courant, les produits finis qui sont poncés puis teintés ou peints, et les produits nouveaux ou de conception différente.

En plus de secteurs énumérés ci-dessus, l'élevage, la coiffure, les services de restauration, les services de mécanique et l'exploitation minière ont également été mentionnés par un nombre plus restreint de répondants. Quelques secteurs ont été notés dans une seule communauté. Par exemple, à Bunia, les personnes interrogées ont vu un potentiel d'emploi dans le secteur de l'eau et de l'assainissement. Ils perçoivent une opportunité d'emploi dans le creusement de puits et de toilettes et dans la vente d'eau.

De même, à Bunia, les personnes interrogées ont discuté du potentiel de croissance des cafés Internet et des boutiques de recharge téléphonique. À Butembo, les personnes interrogées ont noté les possibilités croissantes de vente et de réparation de panneaux solaires, de gestion des déchets solides et de baby-sitting comme activités génératrices de revenus. Ces opportunités méritent d'être examinées plus en détail pour la programmation future, car elles indiquent de nouvelles possibilités qui ne saturent pas encore le marché local.

TABLEAU 7, LES CONTRAINTES AU TRAVAIL INDÉPENDANT ET À L'EMPLOI



CONTRAINTES

Les participants au FGD et les propriétaires d'entreprises ont fait état de nombreuses contraintes auxquelles sont confrontées les micros et petites entreprises. Si nombre de ces contraintes dépassent le cadre des programmes de développement ou de réponse aux crises, il convient de les garder à l'esprit lors du soutien aux activités de subsistance.

Sur base de discussions en groupe(FGDs) et des informateurs clés (KIIS) effectués, il apparaît que les obstacles au développement et à l'expansion des entreprises, par opposition à l'enregistrement "Le grand problème, c'est la fiscalité. Ici, ils créent de nouvelles taxes du matin au soir. Je dois payer 30 impôts différents et les impôts réduisent les bénéfices".

-PROPRIÉTAIRE D'UNE ENTREPRISE DE MENUISERIE, BUTEMBO

de nouvelles entreprises, sont les obstacles les plus grands auxquels sont confrontés les travailleurs indépendants dans les communautés touchées par la MVE. Le processus d'enregistrement des entreprises sera examiné plus en détail dans la section "Politique et enregistrement des entreprises" ci-dessous.

Les impôts, le manque de capital ou d'outils de démarrage et la sécurité physique ont été le plus souvent cités comme facteurs limitant par les répondants des FGDs et des Klls. Les défis et obstacles supplémentaires signalés sont classés en fonction du nombre de FGD et KII qui les ont cités comme défis dans le tableau 7, page 19.

Les trois contraintes les plus fréquemment citées sont développées ci-dessous :

Les impôts: Tous les groupes de discussion, tant en milieu rural qu'urbain, ont indiqué que les impôts constituaient un obstacle sérieux à la génération de revenus. Toutes les personnes interrogées, des petits commerçants indépendants aux propriétaires de moyennes entreprises, ont expliqué que de multiples "collecteurs d'impôts" viennent collecter des impôts arbitraires chaque jour, chaque mois et chaque année et qu'avec le grand nombre de personnes différentes qui collectent des impôts, il est difficile de prouver quels impôts ont déjà été payés. Une étude de 2017 sur le système fiscal en RDC a révélé qu'en moyenne, les paiements d'impôts représentent 20 % des dépenses totales des ménages et que 80 % de tous les paiements "d'impôts" formels et informels perçus en RDC ne parviennent pas au gouvernement. En outre, l'étude a révélé que les paiements "d'impôts" informels aux acteurs non étatiques sont les plus élevés au Kasaï oriental et au Nord-Kivu, où l'on estime que 40 % des paiements d'impôts vont à des acteurs non étatiques. Les impôts imposent aux entreprises un fardeau financier lourd et imprévisible qui étouffe leur croissance et leur expansion. Par exemple, un fournisseur de bois de taille moyenne à Butembo a décrit les "taxes" que son entreprise payait pour couper du bois à Mambasa et le transporter à Butembo pour le vendre comme bois coupé.

Ces taxes comprennent:

- Taxe forestière : 50 dollars payés pour la coupe de 14 arbres
- Fonds forestier national : 10 dollars payés pour la coupe de 14 arbres
- Taxe de chargement : 15 \$ payés pour chaque camion chargé de bois
- Taxe de déplacement : 10 \$ payés pour chaque camion qui part avec du bois
- Taxe de sécurité : 10 \$ payés pour chaque camion qui part avec du bois
- Taxe de village : 10 \$ payés à chaque village par le camion qui passe de Mambasa à Butembo
- Taxe routière : 15 à 20 dollars payés pour chaque camion qui circule sur la route de Mambasa à Butembo
- Taxe de déchargement : 10 \$ payés pour chaque camion qui arrive au dépôt à Butembo
- Taxe provinciale : 10 \$ payés pour chaque camion qui arrive au dépôt à Butembo
- Taxe de rue : 20 \$ payés pour l'utilisation de la rue devant le dépôt à Butembo
- Taxe annuelle : 50 \$ payée annuellement mais le propriétaire de l'entreprise ne savait pas exactement à quoi elle servait.

Les commerçants ruraux indépendants sont également soumis à une lourde imposition. Les femmes de

³³ aler, Laura, Prichard, W., Sanchez de la Sierra, R. and Samii, C. "Survey on Total Tax Burden in the DRC, Final Report." DFID. April 13, 2017. https://www.ictd.ac/wp-content/uploads/2019/06/DFID_DRC_TaxBurden_Final.pdf
34 lbid.

Komanda ont décrit comment même la vente informelle de quatre tomates dans la rue nécessite 1 000 francs par jour en taxes, même si elle ne vend rien. Plusieurs personnes interrogées ont suggéré qu'une taxe annuelle unifiée, par opposition à une collecte quotidienne, aiderait leurs entreprises à se développer.

Les "taxes" formelles et informelles peuvent avoir un effet dissuasif important pour toute personne souhaitant créer ou continuer à exploiter une entreprise. Bien qu'il ne soit pas du ressort de cette activité d'aborder des questions de politique, il est important de comprendre les risques fiscaux liés à la promotion de certains types de moyens de subsistance, étant donné l'environnement fiscal apparemment arbitraire.

Insécurité: Les répondants des zones rurales et urbaines ont souligné la manière dont l'insécurité limite les opportunités économiques. Les commerçants, les conducteurs de moto et les agriculteurs ont constaté que les routes entre les différentes villes et les marchés étaient peu sûres suite à la présence de groupes armés tels que les Forces démocratiques alliées (ADF), ce qui a restreint leur capacité à transporter des marchandises et à mener des affaires. En outre, la majorité des groupes de discussion ont indiqué que le vol et le braquage constituaient des problèmes. Un participant au groupe de discussion de Mambasa a expliqué que "de nombreux jeunes sont des voleurs à cause du chômage, et la sécurité est mauvaise dans nos communautés ; une fois que vous démarrez une entreprise, ils vous vandalisent et vous bloquent le chemin du succès".

Manque de fournitures de démarrage: Les répondants des FGD et des KII ont indiqué que l'incapacité à acheter des outils, du matériel et des équipements limitait considérablement la création et la croissance des entreprises. Au Komanda, les hommes et les femmes ont noté que la production agricole était limitée par leur incapacité financière à acheter du matériel agricole. De même, les personnes interrogées à Butembo ont expliqué qu'elles recevaient des commandes de robes, mais qu'elles ne pouvaient pas acheter les matériaux nécessaires à la production de la commande. De plus, les personnes interrogées à Bunia ont décrit que certains participants du groupe avaient reçu une formation d'électricien et de mécanicien, mais qu'ils ne disposaient pas des outils nécessaires pour travailler de manière indépendante, et que les ateliers qui disposent des outils nécessaires ne les embauchaient pas comme employés.

Il est intéressant de noter que les contraintes perçues à l'activité économique dans les communautés touchées par la MVE sont des problèmes structurels profondément enracinés, par opposition à la MVE ou aux défis liés à la réponse à la MVE. Lorsqu'on leur demande quels sont les défis auxquels ils sont confrontés en matière d'emploi ou de travail indépendant, un seul FGD et aucun des KII n'a mentionné la MVE comme un défi. Par ailleurs, ce n'est que lorsqu'on leur a posé des questions spécifiques sur les effets de la MVE sur les activités économiques que les autres répondants ont fait part de leurs idées sur la manière dont la MVE a affecté leurs communautés, ce qui sera développé dans la section suivante.

Les jeunes qui ont été embauchés par les ONG comme coordinateurs de l'épidémie ont des revenus plus élevés et un niveau d'éducation plus faible. Salaire est passé de 10dollars par mois à 10dollars par jour, ce qui n'est pas du tout stable"

-RÉPONDANTE FDG FÉMININE

CONTRAINTES INDUITES PAR LA MVE

Les épidémies de la MVE au Liberia et en Sierra Leone ont montré que la diarrhée peut avoir des effets directs et indirects dévastateurs sur l'économie. Lorsque les personnes interrogées au Nord-Kivu et en Ituri ont été interrogées sur les défis auxquels elles sont confrontées lorsqu'elles participent à des activités économiques, et plus particulièrement sur les effets de la MVE sur ces activités, on s'attendait à ce que les personnes interrogées fassent état de défis économiques similaires à ceux rencontrés par les ménages au Liberia et en Sierra Leone. Par exemple, la diminution des échanges commerciaux, la réduction du transport des produits agricoles et l'augmentation du chômage due à la fermeture d'entreprises et les travailleurs ont peur de quitter leur domicile.

Cependant, comme nous l'avons déjà indiqué, seul un groupe de discussion à Komanda a exprimé ces préoccupations. Les hommes participant FGD à Komanda ont expliqué que la MVE avait un impact sérieux sur les chauffeurs de taxi moto dans leur communauté. Les membres de la communauté ont demandé aux conducteurs de taxi moto de transporter les personnes malades à l'hôpital, au risque de leur propre santé. En outre, si un passager présentait un symptôme de maladie à virus Ebola, comme de la fièvre, le conducteur et le passager étaient mis en quarantaine pendant une journée, ce qui entraînait une perte de revenus pour le conducteur. Enfin, il arrivait que les clients ne veuillent pas s'arrêter aux points de contrôle pour se laver les mains, ce qui provoquait des conflits avec les conducteurs, le client et les travailleurs de la santé.

En plus des difficultés rencontrées par les chauffeurs de taxi, les participants ont également noté qu'ils avaient entendu dire que la production de manioc avait été arrêtée pendant quelques semaines dans certains villages touchés par la MVE.

Lorsqu'on a posé la même question sur les effets de la MVE sur les activités économiques, tous les autres groupes de discussion à Butembo, Mambasa et Bunia ont décrit comment la MVE a en fait apporté des emplois à leurs communautés. Les personnes interrogées ont expliqué que les activités de réponse à la MVE ont fourni des emplois tels que des chauffeurs, des hygiénistes, et les coordinateurs communautaires, qui versent jusqu'à 10 dollars par jour aux personnes qui avaient auparavant gagné 10 dollars par mois.

En plus de décrire l'augmentation de l'emploi, les répondants des communautés rurales et urbaines ont décrit les tensions sociales que la poussée économique a entraînées. Par exemple, les personnes interrogées ont exprimé leur frustration quant à la perception des processus d'embauche. Du point de vue des participants aux FGDs à Butembo, les organismes d'intervention de la MVE embauchent en fonction des relations antérieures et non des compétences et surpayent les personnes qu'ils embauchent. La perception que les processus d'embauche sont biaisés a contribué à une frustration palpable envers la réponse de la MVE, en particulier à Butembo et Bunia.

Bien que la réponse à la crise et les activités de développement ne puissent pas nécessairement réduire les défis économiques présentés par les points de contrôle ou la réduction de la production agricole dans les zones chaudes de la MVE, il existe des possibilités de programmes visant à soutenir les ménages qui ont été directement touchés, à accroître la transparence des processus d'embauche et à préparer les communautés au départ éventuel de la réponse de la MVE.

POLITIQUE ET ENREGISTREMENT DE L'ENTREPRISE

Comme mentionné dans la section "Contraintes", ce sont les obstacles à l'expansion des entreprises, par opposition à la création et à l'enregistrement des entreprises, qui limitent les micros et petites entreprises. Alors que le classement général de la RDC dans le rapport Doing Business 2019 de la Banque mondiale est de 183 sur 190 pays, la RDC se classe 54ème sur 190 pays pour l'indicateur "création d'entreprise".³⁵ Le rapport a constaté que le temps et l'argent nécessaires pour enregistrer une petite ou moyenne entreprise en RDC étaient nettement inférieurs à ceux d'autres pays de la région.³⁶ Cela correspond aux processus d'enregistrement décrits lors des FGD et des KII. Selon un entretien avec la Chambre de commerce, les petites et moyennes entreprises doivent être inscrites au Registre du commerce et du crédit mobilisateur (RCCM) et les "entrepreneurs" doivent déclarer leur activité au gouvernement. Le gouvernement fait la différence entre les petites et moyennes entreprises qui s'inscrivent au RCCM et les "entrepreneurs" en fonction de l'espace physique dont dispose l'entreprise et du seuil de revenu qu'elle atteint.

Pour déclarer une activité "entrepreneuriale", les petits commerçants doivent se rendre à un guichet unique pour présenter un formulaire, une pièce d'identité gouvernementale et payer des frais de 10 à 30 dollars. Une fois l'activité déclarée, les personnes reçoivent une "carte de brevet" comme preuve de la déclaration. Sur la base des ICI avec les associations d'entreprises, les commerçants qui se déclarent comme "entrepreneurs" ne reçoivent pas de numéro d'identification fiscale, mais ils paient une fois par an une taxe de 10 dollars. Toutes les micro-entreprises doivent avoir une "carte de brevet" pour faire du commerce. Les personnes interrogées à Butembo ont expliqué que même pour vendre quelques oignons, une "carte de brevet" était nécessaire et que les percepteurs d'impôts infligeaient des amendes aux commerçants qui ne possédaient pas de "carte de brevet".

³⁵ World Bank. "Doing Business 2019 Economy Profile Congo, Dem. Rep." 2019. http://documents.worldbank.org/curated/en/498991541069119764/ pdf/131620-WP-DB2019-PUBLIC-Congo-Dem-Rep.pdf 36 lhid.

Lorsqu'on a demandé sur les politiques ou les initiatives gouvernementales qui soutiennent les MSEs en plus du processus d'enregistrement, les quatre entités gouvernementales interrogées ont expliqué que les politiques existent, mais qu'elles ne sont pas exécutées. Par exemple, le représentant du ministère des petites et moyennes entreprises à Butembo a expliqué qu'il ne pouvait même pas fournir une liste des petites entreprises enregistrées parce que "nous n'avons pas d'ordinateurs, d'imprimantes ou d'électricité. Les gens ne travaillent pas efficacement parce qu'ils n'ont pas les besoins de base pour faire le travail". Au-delà de la distribution de "formulaires de brevet" et de l'enregistrement des entreprises moyennes, il semble qu'il n'existe pas d'autres politiques de soutien aux MSEs dans la pratique. Cette tension entre la facilité d'enregistrement d'une entreprise et les plus grandes difficultés de son fonctionnement une fois qu'elle est enregistrée, offre des possibilités de programmation de réponses qui pourraient apporter des solutions plus immédiates aux entreprises existantes. Des exemples seront détaillés dans la section "Recommandations".

"Nous devons savoir écrire et lire et ensuite nous pourrons trouver du travail."

-RÉPONDANTE FDG FÉMININE, BUTEMBO

LE GENRE SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

Cette section analyse le marché du travail, les opportunités sectorielles et les contraintes spécifiques aux femmes dans les communautés touchées par la MVE.

Les femmes et les hommes de la RDC n'ont pas les mêmes possibilités économiques. L'indice d'inégalité de genre (IIG), qui mesure les disparités entre hommes et femmes en matière de participation à la population active et d'éducation secondaire, de mortalité maternelle, de taux de natalité chez les adolescentes et de sièges féminins au parlement, place la RDC à 186 sur 187 pays en 2018,³⁷ ce qui signifie que la RDC a le deuxième niveau d'inégalité de genre le plus élevé au monde. Les femmes de la RDC ont beaucoup moins de chances que les hommes d'occuper un emploi salarié ou d'être employeurs.³⁸ En outre, le droit coutumier exige des femmes mariées qu'elles obtiennent la permission de leur mari pour travailler, créer une entreprise, ouvrir un compte bancaire, signer des contrats ou obtenir un crédit.³⁹ Cette grave inégalité a des conséquences matérielles sur la capacité des femmes à participer à des activités génératrices de revenus. Les femmes des groupes de discussion dans les communautés rurales et urbaines ont déclaré que moins de secteurs étaient évaluables pour les femmes que pour les hommes.

Les femmes interrogées ont expliqué, par exemple, que les femmes travaillent dans la couture, la coiffure, le petit commerce et la cuisine, mais pas dans les transports, la construction ou la menuiserie.

En outre, les répondants ont expliqué que les femmes travaillent dans l'agriculture, mais qu'elles sont parfois limitées suite aux problèmes de sécurité.

³⁷ United Nations Development Programme. "Gender Inequality Index." 2018. http://hdr.undp.org/en/content/gender-inequality-index. 38 Aterido, Reyes et al. "Democratic Republic of Congo: Jobs Diagnostic," 7. 39 Ihid

Le groupe de discussion de femmes à Bunia a été le seul groupe à discuter des changements dans la perception des opportunités de travail pour les femmes. Le groupe de discussion féminin de Bunia a expliqué que les femmes de leur communauté commencent à travailler dans des domaines non traditionnels tels que la mécanique automobile et la menuiserie. Une femme interrogée à Bunia a décrit que "dans le passé, elle était considérée comme un pêché, mais il est désormais acceptable pour une femme de travailler dans un domaine non traditionnel". Bien que les possibilités soient en train de s'élargir pour les femmes de Bunia, la majorité des personnes interrogées dans les groupes de discussion et des informateurs clés ont indiqué que les femmes ont accès à moins de secteurs.

Les femmes des communautés touchées par la MVE ont également fait état de nombreuses contraintes à la participation économique. Le groupe de discussion féminin de Butembo a noté que les femmes sont censées effectuer tous les travaux ménagers et que ce travail non rémunéré réduit leur disponibilité pour effectuer un travail rémunéré. À Komanda, les participantes ont expliqué que leur principale contrainte était l'alphabétisation, "nous devons savoir comment écrire et lire et ensuite nous pouvons trouver du travail". De plus, le groupe de Butembo a expliqué qu'ils sont limités par la perception qu'ont les hommes de leurs capacités. Par exemple, une participante à Butembo a déclaré : "notre défi est que les femmes ne sont pas prises en compte. Les hommes de la communauté disent que les femmes ne peuvent pas progresser". De même, les femmes de Mambasa ont fait remarquer que les maris pensent parfois que leurs femmes seront convoitées par les hommes avec lesquels elles travaillent et ne les laissent pas aller travailler. Enfin, les femmes des zones rurales et urbaines ont souligné que le harcèlement sexuel était un obstacle à la participation économique des femmes. À Butembo, une participante a expliqué : "vous pouvez réussir et passer l'entretien, mais la plupart du temps, le chef du bureau veut avoir des relations sexuelles avec vous, et nous ne pouvons pas l'accepter". De même, à Mambasa, les participants ont noté que "les femmes sont harcelées sexuellement par des hommes qui sont censés les aider à obtenir des documents officiels pour démarrer leur entreprise et certains clients potentiels peuvent faire de même".

Étant donné les défis considérables auxquels sont confrontées les femmes dans les communautés touchées par la MVE, les programmes de soutien aux activités de subsistance des femmes devraient être structurées différemment de ceux des hommes.

Les considérations relatives à la programmation d'activités de subsistance qui incluent les femmes seront détaillées dans la section Recommandations ci-dessous.

CARTOGRAPHIE DES ACTEURS

La section suivante donne un bref aperçu des organisations qui travaillent dans le domaine des activités de subsistance dans l'est de la RDC, en particulier au Nord-Kivu et en Ituri. Bien que toutes les organisations mentionnées ci-dessous ne travaillent pas dans les communautés touchées par la MVE, il est important d'examiner d'autres programmes de subsistance dans la région et la manière dont ils peuvent affecter l'économie locale.

TABLEAU 8. DÉFICIT DE COMPÉTENCES PERÇU – PARTICIPANTS AU FGD

MISE EN ŒUVRE	PROVINCE/ COMMUNE	TYPE D'ACTIVITÉS	POPULATION CIBLE
Education Development Center (EDC), FHI 360 et Catholic Relief Service	Nord et Sud- Kivu	USAID/DRC Activité intégrée pour le développement de la jeunesse (IYDA) : • Offre aux jeunes vulnérables une année scolaire d'éducation de base suivie de six mois de soutien aux moyens de subsistance et à l'emploi ⁴⁰	Cible: 12 000 jeunes et 790 enseignants, facilitateurs et administrateurs • Appuie plus de 100 programmes d'apprentissage accéléré et 50 centres de formation professionnelle
Mercy Corps	Beni, Butembo, Katwa, Komanda, Mandima, Musinene et Lubero	 Fournit une aide d'urgence, y compris une aide en espèces aux familles vulnérables Accès à une eau propre et saine, à de meilleures pratiques d'assainissement et à des informations sur l'hygiène L'éducation financière et l'accès aux petits prêts pour les femmes et les jeunes Augmenter les revenus des agriculteurs par l'éducation, la formation et la diversification des cultures⁴¹ 	Cible Familles vulnérables, y compris les femmes et les jeunes
Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	Nord- Kivu, Sud- Kivu et Tanganyika	 Augmenter la production et la productivité de l'agriculture. Activités de rémunération en espèces pour le travail et transferts monétaires conditionnels Proposer des formations sur la multiplication des semences et le petit bétail Appuyer la coordination et la diffusion de l'information sur la sécurité alimentaire Faciliter la cohesion sociale⁴² 	Cible Les familles vulnérables
PAM	Nord- Kivu et Sud- Kivu	 Propose un programme d'alimentation scolaire dans les communautés touchées par la MVE Fournit des aliments nutritifs aux enfants de moins de cinq ans et aux femmes enceintes Fournit la logistique et les télécommunications d'urgence⁴³ 	Cible Les familles vulnérables

⁴⁰ Education Development Center, Inc." USAID/DRC Integrated Youth Development Activity (IYDA) Rapid Education Risk Assessment & Do No Harm Conflict Sensitivity Analysis (RERA/DNH).

⁴¹ Mercy Corps. "DR Congo." https://www.mercy.corps.org/countries/dr-congo
42 Food and Agriculture Organization of the United Nations. "Democratic Republic of the Congo Situation Report." October 2019. http://www.fao.org/3/ca7640en/ca7640en.pdf
43 World Food Programme. "What WP is doing in the Democratic Republic of the Congo."

https://www.wfp.org/countries/democratic-republic-congo

En partenariat : PAM, FAO, Le Haut- Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF)	North Kivu, South Kivu and Tanganyika	 Soutien aux petits exploitants agricoles pour améliorer les capacités de production et de commercialisation Offre des formations sur les techniques agricoles Offre une formation d'alphabétisation pour promouvoir l'autonomisation des femmes Prévoit la construction et la réhabilitation des infrastructures⁴⁴ 	Cible Petits exploitants agricoles
Programme des Nations unies pour le développement (PNUD)	Nord- Kivu, Sud- Kivu & Ituri	 Prévoit des activités de prévention et de récupération de la violence sexuelle et base sur le genre Fournit une formation professionnelle et des activités de petites entreprises 	Cible Femmes et hommes vulnérables
Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF)	Nord- Kivu et Ituri	 Engagement communautaire Fournit des stations de lavage des mains et des fournitures Soutien psychologique⁴⁵ 	Cible Communautés touchées par la MVE
World Vision	Nord- Kivu & Ituri	• Soutient l'engagement communautaire, la communication sur les risques, l'approvisionnement alimentaire, l'eau, l'assainissement et l'hygiène ⁴⁶	Cible Communautés touchées par la MVE
Oxfam	provinces d'Ituri, Nord- Kivu, Sud- Kivu, Tanganyika, Kasai/ Tshikapa, Equateur, Kinshasa	 Soutient à la sécurité alimentaire, les moyens de subsistance et l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH) Soutient l'engagement communautaire dans les communautés touchées par la MVE Soutient la protection, la justice en matière de genre, la gouvernance et les droits en situation de crise⁴⁷ 	Cible Les familles vulnérables

⁴⁴ Ibid.

⁴⁵ KII with DRC UNDP representative

⁴⁶ World Vision. "Children Brave School as Their Town, and Country Battle Ebola." December 13, 2019. https://www.wi.org/stories/fighting-ebola/children-brave-school-their-town-and-country-battle-ebola
47 Information provided through outreach to Oxfam DRC representative





RECOMMANDATIONS

Analyse des possibilités de programmation

Sur base des Klls, des FGD et des sources secondaires, cette section donne un aperçu des possibilités de programmation potentielles qui contribueront au développement et au soutien des moyens de subsistance et des possibilités de génération de revenus pour Les communautés touchées par la MVE.

L'augmentation des revenus au Nord-Kivu et en Ituri n'est pas une simple question d'alignement de l'offre et de la demande de travail. Au contraire, l'économie dans son ensemble est confrontée à d'importants obstacles structurels à la croissance qui entravent la demande de main-d'œuvre et la progression des petites entreprises. Parmi ces obstacles figurent une fiscalité étouffante et ambiguë, l'insécurité physique et un accès limité, voire inexistant, à l'épargne et au crédit, en plus de la fragmentation des chaînes de valeur. Tout en s'attaquant à ces obstacles profondément enracinés dépassent souvent la portée des programmes humanitaires ou de développement. Il existe des possibilités de renforcer les compétences, de mettre en relation les acteurs du marché et d'injecter stratégiquement un soutien financier pour aider les individus à tirer profit des opportunités économiques qui existent dans leurs communautés.

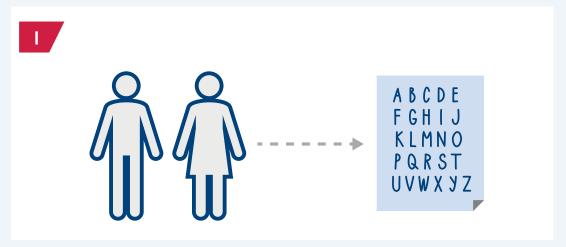
Les recommandations ci-dessous ne sont pas envisagées comme une intervention technique solide qui aura un impact sur les marchés locaux, mais visent plutôt à relever les défis

fondamentaux susceptibles de générer des retombées économiques rapides pour les bénéficiaires et promouvoir l'engagement de la communauté avec les acteurs de la réponse à l'EVD et leur acceptation.

Les recommandations ont été sélectionnées sur base des besoins démontrés et déclarés des communautés touchées par les maladies cardiovasculaires. Les recommandations portent sur les lacunes en matière de compétences et les obstacles dans l'environnement favorable qui ne sont pas directement liés à la MVE, car l'évaluation a montré que la MVE n'est pas le plus grand obstacle au développement économique de la population cible.

En outre, il est recommandé que ces activités soient mises en œuvre dans les communautés où la MVE est actives, précédemment active et potentiellement active, à mesure que le virus continue à se déplacer et à revenir dans les communautés. Après avoir mis en place des activités dans les communautés où la MVE était active dans le passé mettra la base de l'engagement communautaire si le virus revient. Les recommandations en matière de programmation sont réparties entre les activités à court et à long terme. En raison de l'urgence du contexte humanitaire, les recommandations à court terme sont considérées comme étant d'une durée approximative de six mois et les recommandations à long terme sont considérées comme étant d'une durée de 12 à 18 mois.

FIGURE 2. FORMATION FONCTIONNELLE D'ALPHABÉTISATION ET DU CALCUL



LES POSSIBILITÉS DE PROGRAMMES À COURT TERME

I. Formation fonctionnelle d'Alphabétisation et du calcul

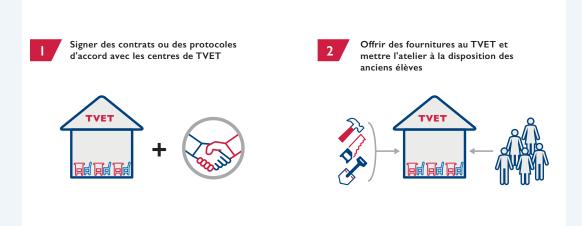
Justification: L'alphabétisation et le calcul ont été cités comme une lacune critique en matière de compétences par les FGD des deux sexes dans les communautés rurales et urbaines. Les personnes interrogées considèrent qu'une mauvaise maîtrise de la lecture, et du calcul constitue un obstacle à l'amélioration de leurs revenus. Les femmes de Komanda ont fait remarquer qu'une meilleure maîtrise du calcul pourrait les aider à améliorer la rentabilité de leurs activités de petit commerce, et qu'une meilleure alphabétisation les aiderait à lire les offres d'emploi et à postuler. De même, les hommes ayant répondu à l'enquête ont indiqué qu'une meilleure maîtrise de la lecture et du calcul améliorerait leur entreprise en les aidants à tenir de meilleurs registres et à suivre les impôts qu'ils paient. En plus des exemples spécifiques présentés par les répondants, les

preuves démontrent que l'alphabétisation et le calcul fonctionnels ont le potentiel d'améliorer la productivité, la rentabilité et l'employabilité future des participants.⁴⁸

Opportunité : Les acteurs humanitaires et de développement qui travaillent dans les communautés touchées par l'EVD peuvent offrir aux communautés une formation de six mois en matière d'alphabétisation et de calcul. Cette formation s'adresse aux hommes et aux femmes des zones urbaines et rurales. Les programmes d'alphabétisation fonctionnelle et d'apprentissage du calcul ont été récemment mis à jour par le projet ACCELERE financé par l'USAID et le DFID pour être utilisés au Nord-Kivu par la Division des affaires sociales. Les acteurs pourraient soutenir les participants grâce à une allocation de voyage pour assister à des cours dirigés par la Division des affaires sociales ou soutenir la mise en place de cours supplémentaires d'alphabétisation et de calcul dans des centres de formation ou des centres communautaires.

⁴⁸ Education Development Center, Inc. "EQUIP3 Lessons learned: Experiences in livelihoods, literacy, and leadership in youth programs in 26 countries." USAID. April 2012. http://idd.edc.org/sites/idd.edc.org/si

FIGURE 3. REHABILITATION DES CENTRES DE FORMATION



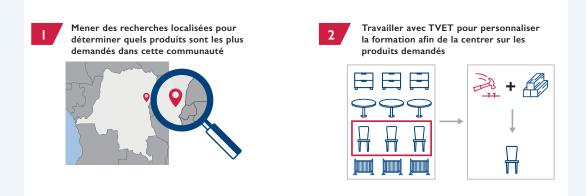
2. Réhabilitation des centres de formation

Justification : Sept sur huit centres de formation de TVET interrogés ont déclaré que les fournitures, en particulier les machines, constituaient un défi important. Par exemple, la plupart des centres d'EFTP ne disposaient que de quatre ou cinq machines à coudre par classe de textile, et d'une scie électrique ou d'une ponceuse à bois pour chaque cours de menuiserie. Le propriétaire d'un centre de formation à Butembo a expliqué qu'un atelier correctement équipé pouvait être utilisé à la fois pour les stagiaires et les anciens du centre de formation. Pendant la formation, l'atelier aiderait les étudiants à acquérir des compétences plus pratiques, par opposition à la théorie. Ensuite, à la fin de la formation, les anciens élèves seraient autorisés à utiliser l'atelier pour commencer à fabriquer leurs propres produits de manière indépendante. Le format d'atelier partagé est

recommandé car il offre aux anciens élèves les outils nécessaires pour commencer à générer des revenus après la formation tout en améliorant la qualité de la formation offerte dans les centres deTVET.

Opportunité: Les acteurs humanitaires et de développement peuvent signer des contrats ou des protocoles d'accord avec des centres de formation locaux pour offrir des fournitures à un atelier de formation à condition qu'elles soient utilisées pour former la population cible et mises à la disposition des anciens du programme pendant une certaine partie de chaque jour. L'atelier pourrait être mis en place dans des communautés rurales et urbaines et adaptés aux secteurs traditionnellement masculins et féminins.

FIGURE 4. FORMATION TECHNIQUE SPÉCIALISÉE



3. Formation Technique Spécialisée

Justification: Un grand nombre des centres de formation de TVET interrogés et des personnes interrogées par les FGD ont fait remarquer que six mois est une période trop courte pour que les étudiants puissent acquérir de grandes compétences dans leur secteur d'intérêt.

Toutefois, les données d'autres projets des moyens de subsistance montrent que six mois suffisent pour améliorer les connaissances des participants sur une compétence spécialisée recherchée. En axant la formation sur la maîtrise d'une compétence recherchée, les étudiants ont plus de chances de trouver un emploi ou un travail indépendant directement après la formation que s'ils reçoivent une grande formation d'introduction au secteur:

En raison de l'urgence du contexte humanitaire, une formation spécialisée de six mois dans un secteur en pleine croissance (voir la section Demande du marché pour plus de détails) est recommandée pour améliorer les chances des participants d'exercer une activité indépendante productive immédiatement après la formation de six mois.

Opportunité: Les acteurs humanitaires et du développement peuvent mener rapidement de recherche localisée pour déterminer quels produits de chaque secteur sont les plus demandés dans cette communauté. Par exemple, l'équipe de recherche a demandé à des entreprises de menuiserie à Butembo quels sont les produits les plus vendus. Ils ont expliqué qu'il y a actuellement une demande pour les cadres et les portes en bois. Sur base de ces informations, les parties prenantes peuvent travailler avec un centre local de TVET pour personnaliser la formation afin de se concentrer uniquement sur les compétences nécessaires pour produire des cadres de porte de qualité du début à la fin, pour arriver à un produit complet. La spécialisation de la formation peut être effectuée pour n'importe quel cours dans l'un des secteurs en croissance de la section "Demande du marché".

⁴⁹ Moret, Whitney, Galloway, T. and Hole, R. "Where DREAMS Meet the Market: ASPIRES Siyakha Girls Pilot Assessment." USAID. September 2019. https://www.marketlinks.org/sites/marketlinks.org/files/resources/aspires_siykha_girls_pilot_assessment_report12sept2019_bmc_review-_aspires_responses_v2.pdf

FIGURE 5. CARTOGRAPHIER ET PARTAGER LES INFORMATIONS SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL AVEC LES COMMUNAUTÉS



4. Cartographier et Partager les informations sur le marché du travail avec les communautés

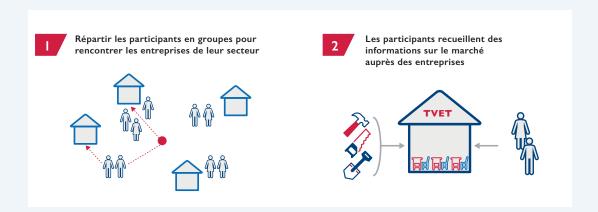
Justification: Selon les FGD et les Klls, les communautés touchées par la MVE ne disposent pas d'informations commerciales adéquates sur les opportunités et les ressources disponibles dans leur communauté. Il peut s'agir d'offres d'emploi et de services disponibles dans les communautés, ainsi que d'informations agricoles de base qui pourraient aider à démarrer un jardin de cour. Lorsqu'on leur demande comment ils s'informent sur les possibilités d'emploi, la majorité des personnes interrogées dans le cadre de l'enquête sur les FGDs ont déclaré que le bouche-à-oreille ou la radio. Les répondants ont généralement demandé plus d'informations sur les possibilités de travail et des informations de base sur le marché concernant les secteurs communs dans leurs communautés. Bien que conceptuellement simple, le partage d'informations est essentiel aux activités de subsistance et peut grandement améliorer la capacité d'une communauté à identifier les opportunités de génératrices de revenus.

Opportunité : Les acteurs humanitaires et du développement peuvent utiliser les réseaux locaux pour recueillir des informations sur le

marché concernant les communautés touchées par la MVE. Les informations peuvent être consolidées et partagées dans un espace communautaire public, tel qu'un centre de ressources communautaires ou une école. En outre, les acteurs pourraient tirer parti des plateformes de communication existantes qui sont utilisées pour partager les informations sur la santé.

Les parties prenantes peuvent créer des affiches graphiques pour illustrer l'information ou enregistrer les informations sur un enregistreur audio qui reste dans l'espace communautaire pour permettre aux membres analphabètes de la communauté d'accéder à l'information. Les informations demandées par les répondants à Butembo, Bunia, Komanda et Mambasa comprenaient : des offres d'emploi (souvent affichées sur la porte des ONG et des entreprises et difficiles à trouver), des liens vers d'autres services, des informations de base sur les plantes qui peuvent être plantées à chaque période de l'année, des idées pour l'agroalimentaire, des idées pour de nouveaux modèles de vêtements et des informations sur les endroits où acheter des semences de qualité.

FIGURE 6. ÉVALUATION DU MARCHÉ DU TRAVAIL MENÉE PAR LES PARTICIPANTS



5. Cartographier et Partager les informations sur le marché du travail avec les communautés

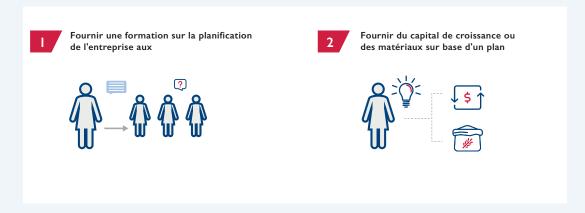
Justification: Selon les FGD et les Klls, les communautés touchées par la MVE ne disposent pas d'informations commerciales adéquates sur les opportunités et les ressources disponibles dans leur communauté. Il peut s'agir d'offres d'emploi et de services disponibles dans les communautés, ainsi que d'informations agricoles de base qui pourraient aider à démarrer un jardin de cour. Lorsqu'on leur demande comment ils s'informent sur les possibilités d'emploi, la majorité des personnes interrogées dans le cadre de l'enquête sur les FGDs ont déclaré que le bouche-à-oreille ou la radio. Les répondants ont généralement demandé plus d'informations sur les possibilités de travail et des informations de base sur le marché concernant les secteurs communs dans leurs communautés. Bien que conceptuellement simple, le partage d'informations est essentiel aux activités de subsistance et peut grandement améliorer la capacité d'une communauté à identifier les

Opportunité: Les acteurs humanitaires et du développement peuvent utiliser les réseaux locaux pour recueillir des informations sur le

marché concernant les communautés touchées par la MVE. Les informations peuvent être consolidées et partagées dans un espace communautaire public, tel qu'un centre de ressources communautaires ou une école. En outre, les acteurs pourraient tirer parti des plateformes de communication existantes qui sont utilisées pour partager les informations sur la santé.

Les parties prenantes peuvent créer des affiches graphiques pour illustrer l'information ou enregistrer les informations sur un enregistreur audio qui reste dans l'espace communautaire pour permettre aux membres analphabètes de la communauté d'accéder à l'information. Les informations demandées par les répondants à Butembo, Bunia, Komanda et Mambasa comprenaient : des offres d'emploi (souvent affichées sur la porte des ONG et des entreprises et difficiles à trouver), des liens vers d'autres services, des informations de base sur les plantes qui peuvent être plantées à chaque période de l'année, des idées pour l'agroalimentaire, des idées pour de nouveaux modèles de vêtements et des informations sur les endroits où acheter des semences de qualité.

FIGURE 7. LA FORMATION À LA PLANIFICATION DE L'ENTREPRISE ET LA CROISSANCE DU CAPITAL DES ENTREPRISES EXISTANTES



6. Formation à la planification d'entreprise et capital de croissance des entreprises existantes

Justification: Comme indiqué dans la section sur les défis du travail indépendant, les répondants des FGDS et des KIIs ont cité le manque de capital pour acheter les fournitures nécessaires comme l'un des principaux obstacles au travail indépendant. En outre, les données d'autres programmes montrent que les subventions associées à une formation et à un suivi en matière de planification d'entreprise sont plus susceptibles de déboucher sur des activités génératrices de revenus rentables que les subventions seules.⁵⁰

Le désir de transferts monétaires plus qu'inconditionnels a également été explicitement demandé par de multiples groupes de discussion. Un homme participant à Butembo a noté que "nous voulons des projets durables, pas des paiements". De même, le groupe de femmes de Komanda a expliqué qu'elles étaient intéressées par des activités qui se poursuivraient une fois la réponse obtenue. Les préférences partagées par les groupes de discussion et la preuve que la formation aux affaires contribue à augmenter les revenus des participants ont conduit à recommander que les programmes de subsistance offrent une formation à la planification d'entreprise associée à des subventions à la

croissance des entreprises pour les propriétaires d'entreprises existants.

Opportunité : Les acteurs humanitaires et du développement peuvent offrir une brève formation sur la planification d'entreprise aux propriétaires d'entreprises existants. À la fin de la formation, les participants soumettront une demande de capital de croissance ou de matériel sur la base de leur plan d'affaires. La formation peut aider les propriétaires d'entreprises à réfléchir à la planification financière et aux stratégies de croissance de leur entreprise. Plusieurs programmes de formation à la planification d'entreprise ont été élaborés pour les pays à faible revenu, mais chacun d'entre eux doit être adapté au contexte local.

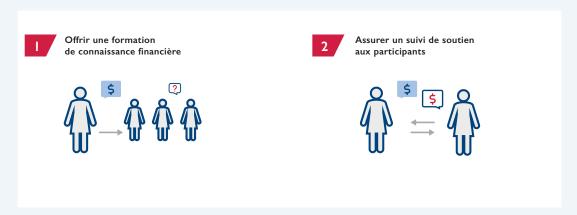
La formation courte de six mois est recommandée pour les propriétaires d'entreprises existants par opposition aux nouveaux propriétaires d'entreprises qui peuvent avoir besoin de plus de six mois de soutien et d'encadrement.

"Nous voulons des projets durables, pas des paiements."

-PARTICIPANT AU FGD, BUTEMBO

⁵⁰ Goldin, Nicole, Hobson, M., Glick, P., Lundberg, M., and Puerto, S. "Toward Solutions for Youth Employment: A Baseline for 2015." S4YE. 2015. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed emp/documents/publication/wcms 413826.pdf

FIGURE 8. UNE FORMATION À LONG TERME EN MATIÈRE DE CONNAISSANCE FINANCIÈRE



LES OPPORTUNITÉS PROGRAMMATIQUES À LONG TERME

I. Formation à connaissance financière

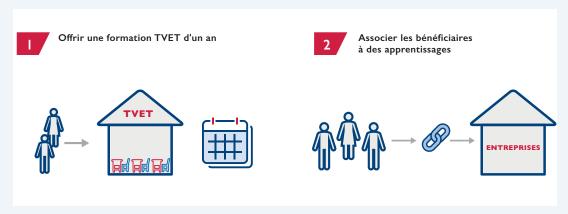
Justification: En plus de la constatation des répondants selon laquelle la connaissance financière est une lacune en matière de compétences, la formation à la connaissance financière peut doter les hommes et les femmes des compétences financières nécessaires pour être des gestionnaires de fonds réfléchis tout au long de leur vie. La capacité à fixer des objectifs financiers, à établir un budget et à épargner est essentielle au développement des moyens de subsistance, en particulier dans les contextes sujets à des situations d'urgence et de crise.

Opportunité: Les parties prenantes peuvent dispenser une formation financière aux membres masculins et féminins de la communauté dans les zones rurales et urbaines. La formation peut porter sur la gestion financière, la fixation d'objectifs financiers, la budgétisation, l'épargne et l'identification des opportunités commerciales.

Du temps et de la pratique sont nécessaires pour changer les comportements financiers ; il est donc recommandé de prévoir 12 mois pour offrir la formation et assurer un suivi des participants. De nombreux programmes d'éducation financière sont utilisés dans les pays à faibles revenus.

Tout programme choisi devra être adapté au contexte local.

FIGURE 9. FORMATION ET MENTORAT À LONG TERME D'UN TVET



2. Formation et mentorat d'une année au TVET

Justification : Il est recommandé de suivre une formation technique avancée dans un secteur en pleine croissance qui intègre à la fois des compétences théoriques et pratiques afin de préparer les participants à un emploi dans le secteur privé et à un travail indépendant à long terme dans un secteur particulier.

Une formation de 12 mois combinée à un apprentissage de trois à six mois peut permettre aux stagiaires d'acquérir suffisamment de connaissances et d'expérience pour devenir de grands experts. Une formation technique avancée est recommandée afin de donner aux participants plus de flexibilité pour fabriquer une variété de produits en fonction de l'évolution de la demande dans leur secteur d'intérêt. De plus, en participant à un apprentissage, les participants sont davantage exposés aux possibilités d'emploi salarié et aux acteurs du marché dans le secteur.

Opportunité : Les acteurs humanitaires et du développement peuvent travailler avec les centres de formation TVET locaux pour revoir et mettre à jour les programmes de formation avancée pour les secteurs en croissance. Pour les participants vulnérables, une allocation de transport peut être exigée pour permettre leur participation. En outre, le programme Les responsables de la mise en œuvre peuvent aider à identifier les entreprises susceptibles d'accueillir des apprentis. Cette activité est applicable aux hommes et les femmes; toutefois, les programmes devraient envisager des stratégies d'atténuation des risques, en particulier pour les femmes qui participent. Une formation de sensibilisation et de lutte contre le harcèlement sexuel peut être nécessaire pour les participantes et participants et pour l'entreprise où ils sont placés en apprentissage.

FIGURE 10. FORMATION DE GROUPES D'ÉPARGNE POUR L'ACCÈS À LONG TERME AUX SERVICES FINANCIERS



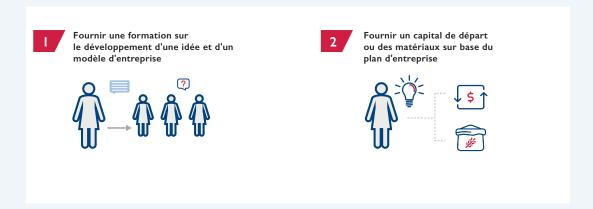
3. Accès aux services financiers - Formation des groupes d'épargne

Justification: Les personnes interrogées dans les groupes de discussion à Butembo, Bunia et Mambasa ont expliqué qu'elles avaient peu de possibilités d'épargner et peu ou pas d'accès au crédit. La plupart des répondants connaissaient les associations villageoises d'épargne et de crédit (VSLA) de leur communauté, mais n'y participaient pas eux-mêmes. En revanche, à Komanda, les hommes et les femmes interrogés étaient actifs dans les VSLA et satisfaits de leur accès à l'épargne et aux petits prêts. L'extension des VSLA à Butembo, Bunia et Mambasa est recommandée en raison de l'intérêt des répondants à accroître leur accès à l'épargne et des preuves que les groupes d'épargne peuvent aider les ménages à se préparer aux chocs financiers.⁵¹ En plus d'améliorer la gestion financière et de fournir un accès au crédit, l'accès au fonds d'urgence qui est maintenu par la plupart des groupes d'épargne peut augmenter la capacité financière d'un ménage vulnérable à rechercher un traitement et des soins lorsqu'un membre de la famille est malade.

Opportunité: Les parties prenantes peuvent fournir une formation VSLA aux membres masculins et féminins de la communauté dans les milieux ruraux et urbains. La formation peut comprendre la rédaction de la constitution du groupe, la gestion des journaux de bord, l'élection des dirigeants et la gestion des prêts. Il est recommandé d'assurer un suivi de 12 mois au maximum pour guider le groupe et garantir une participation équitable des membres les plus vulnérables. Plusieurs programmes de formation des VSLA sont utilisés dans les pays à faible revenu et beaucoup ont été utilisés en RDC. Tout programme d'études sélectionné devra être adapté au contexte local.

⁵¹ Brunie, Aurélie, Fumagalli, L., Martin, T., Field, S., Rutherford, D. "Can village savings and loan groups be a potential tool in the malnutrition fight? Mixed method findings from Mozambique." Children and Youth Services Review 47, Part 2 (December 2014): 113-120. https://doi.org/10.1016/j.childyouth.2014.07.010

FIGURE 11. FORMATION À LA PLANIFICATION D'ENTREPRISE À LONG TERME ET CAPITAL DE DÉMARRAGE



4. Formation à la planification d'entreprise et capital de démarrage

Justification: Comme indiqué dans la section "Recommandations à court terme". les subventions associées à une formation et à un suivi en matière de planification d'entreprise sont plus susceptibles de déboucher sur des activités génératrices de revenus rentables que les subventions seules. Pour les nouveaux propriétaires d'entreprises, une formation de 12 à 18 mois sur la manière d'identifier les besoins, de définir une proposition de valeur et de développer un modèle d'entreprise global est recommandé.

Opportunité : Les acteurs de l'aide humanitaire et du développement peuvent offrir une formation élargie sur le développement d'une idée et d'un modèle d'entreprise. À la fin de la formation, les participants soumettent une demande de capital de démarrage ou de matériel sur la base de leur plan d'affaires. La formation de 12 à 18 mois pourrait faciliter un processus itératif de développement de modèle d'entreprise et fournir un accompagnement de suivi aux nouvelles entreprises.







CONSIDÉRATIONS DE PROGRAMMATION POUR L'INCLUSION DU GENRE

Compte tenu des graves inégalités auxquelles sont confrontées les femmes du Nord-Kivu et de l'Ituri, les programmes des moyens de subsistance devraient être adaptées pour encourager et favoriser la participation des femmes en toute sécurité. Voici quelques considérations sur les programmes destinés aux femmes dans les communautés touchées par la MVE sont cidessous : Les programmes doivent créer des incitations appropriées et des environnements favorables pour soutenir la participation des femmes. Comme indiqué dans la section sur le genre sur le marché du travail, les femmes du Nord-Kivu et de l'Ituri sont souvent censées effectuer tous les travaux ménagers. Ce travail non rémunéré le travail réduit leur disponibilité pour effectuer un travail rémunéré. La planification des activités du programme en fonction du moment où les femmes sont disponibles peut aider les femmes à équilibrer de nouvelles activités avec d'autres responsabilités et peut permettre à un plus grand nombre de femmes d'y participer.

De même, les allocations de transport peuvent aider les femmes à gagner du temps en se rendant à la formation, réduire les problèmes de sécurité et encourager la participation.

- Les interventions en matière de renforcement des compétences devraient s'attaquer aux compétences manquantes qui touchent les femmes de manière disproportionnée. Par exemple, la lecture et le calcul sont des compétences manquantes identifiées par une majorité de groupes de femmes.
- Dans un contexte où les femmes sont largement limitées aux secteurs traditionnels, une vaste campagne de communication sur le changement des comportements sociaux, s'adressant aux communautés, aux familles et aux représentants des gouvernements locaux, pourrait contribuer à accroître l'acceptation par la communauté des femmes travaillant en dehors du foyer et dans de nouveaux secteurs.
- Les programmes aidant les femmes à accéder à des activités génératrices de revenus en dehors du foyer ont une responsabilité de protection particulièrement forte, étant donné le risque accru de harcèlement sexuel. Des stratégies d'atténuation des risques et de sensibilisation devraient être établies et contrôlées.



CONCLUSIONS

Les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri sont confrontées à de nombreux obstacles structurels profondément enracinés qui entravent la croissance économique. L'insécurité physique, l'instabilité du gouvernement, le faible accès aux soins de santé et l'insécurité alimentaire étaient tous de sérieux obstacles à la croissance économique dans l'est de la RDC avant l'apparition de la MVE en 2017. Comprendre que la MVE n'est que l'un des défis qui menacent la vie et les moyens de subsistance sont essentiels pour s'engager de manière productive avec les communautés et développer des activités de subsistance qui répondent à leurs besoins.

Malgré les nombreux obstacles auxquels sont confrontées les communautés touchées par la MVE, LMA rapide a permis de constater qu'il existe des possibilités de renforcer l'offre de maind'œuvre, de tirer parti des secteurs en croissance pour accroître la demande de main-d'œuvre et de faciliter les liens avec le marché.

En développant des activités de subsistance axées sur le marché qui répondent aux demandes et aux préoccupations des communautés touchées par la MVE, les acteurs humanitaires et du développement ont la possibilité d'améliorer durablement les revenus des bénéficiaires tout en renforçant l'engagement communautaire et l'acceptation de la réponse de la MVE.



ANNEX I

LISTE DES RÉPONDANTS DE KII

Entités gouvernementales

Fédération Bunia des entreprises Fédération

Butembo des entreprises

Chambre du Ministère des petites et moyennes entreprises de Butembo

Commerce de Goma

Centres de formation

Centre D'Encadrement De Jeunes de L'ituri à Bunia

AJEDEC Butembo KIKYO

Division des affaires sociales de Goma à Goma

INNP

Centre de formation de Goma Tumaini

Centre de Formation d'Apprentissage et Professionnel de Komanda et Mambasa Centre

Mission Catholique de Mambasa

Mambasa Centre Mission Catholique de Mambasa

Associations professionnelles et employeurs

Butembo Business Coiffure et couture Butembo

Business Wood Supplier Butembo Business

Menuiserie Butembo Moto Association Butembo

SYDIP Agriculture Association

Butembo SYDIP Agriculture Association

Institutions multilatérales

Goma FAO Goma

Mercy Corp Goma

PNUD

Institutions financières

Goma MFI Tujenge Pamoja Butembo

Cooperative CODEFI



BIBLIOGRAPHY

Aterido, Reyes, Gonzalez, A., Merotto, D., Petracco, C., and Sanchez-Reaza, J. "Democratic Republic of Congo: Jobs Diagnostic." World Bank, 2017. http://documents.worldbank.org/curated/en/822881517551920780/pdf/123113-WP-P161849-1-2-2018-13-5-12-WBDRCIDWEB.pdf

Brunie, Aurélie, Fumagalli, L., Martin, T., Field, S., Rutherford, D. "Can village savings and loan groups be a potential tool in the malnutrition fight? Mixed method findings from Mozambique." Children and Youth Services Review 47, Part 2 (December 2014): 113-120. https://doi.org/10.1016/j.childyouth.2014.07.010

Congo Research Group and Human Rights Watch. "Kivu Security Tracker." January 30, 2020. https://kivusecurity.org/

Council on Foreign Relations. "Violence in the Democratic Republic of Congo." Global ConflictTracker, January 30, 2020. https://www.cfr:org/interactive/global-conflict-tracker/conflict/violence-democratic-republic-congo

Education Development Center, Inc. "EQUIP3 Lessons learned: Experiences in livelihoods, literacy, and leadership in youth programs in 26 countries." USAID. April 2012. http://idd.edc.org/sites/idd.edc.org/files/EQUIP3%20Lessons%20Learned%20-%20Book_0.pdf

Education Development Center, Inc. "USAID/DRC Integrated Youth Development Activity (IYDA) Rapid Education Risk Assessment & Do No Harm Conflict Sensitivity Analysis (RERA/DNH)." June 2019. https://www.eccnetwork.net/sites/default/files/media/file/RERA%20DRC%20IYDA.pdf

European Centre for Disease Prevention and Control. "Geographical distribution of Ebola virus disease cases, DRC and Uganda." January 22, 2020. https://www.ecdc.europa.eu/en/all-topics-z/ebola-and-marburg-fevers/threats-and-outbreaks/ebola-outbreak-DRC-geographical-distribution

Food and Agriculture Organization of the United Nations. "Democratic Republic of the Congo Situation Report." October 2019. http://www.fao.org/3/ca7640en/ca7640en.pdf

Gates, Sarah, Lippman, L., Shadowen, N., Burke, H., Diener, O., and Malkin. "Key Soft Skills for Cross-Sectoral Youth Outcomes." USAID's YouthPower: Implementation, YouthPower Action. 2016. https://www.usaid.gov/sites/default/files/documents/1865/KeySoftSkills.pdf

Goldin, Nicole, Hobson, M., Glick, P., Lundberg, M., and Puerto, S. "Toward Solutions for Youth Employment: A Baseline for 2015." S4YE. 2015.

https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/documents/publication/wcms_413826.pdf

International Labour Organization. "Women and Men in the Informal Economy: A Statistical Picture." 2018. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/publication/wcms_626831.pdf

IPC. "Democratic Republic of the Congo Acute Food Insecurity Situation." December 2019. https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/IPC_DRC_AFI_August_2019_English.pdf

KPMG. "DRC Economic Snapshot H2, 2017." 2017.

https://home.kpmg/content/dam/kpmg/za/pdf/2017/12/DRC-2017H2.pdf

Moret, Whitney, Galloway, T. and Hole, R. "Where DREAMS Meet the Market: ASPIRES Siyakha Girls Pilot Assessment." USAID. September 2019.

https://www.marketlinks.org/sites/marketlinks.org/files/resources/aspires_siykha_girls_pilot_assessment_report12sept2019_bmc_review-_aspires_responses_v2.pdf

Murphy, Emmet, Glaeser, L., Maalouf-Manasseh, Z., Collison, D., and Sethuraman, K. "USAID Office of Food for Peace Food Security Desk Review for Katanga, North Kivu, and South Kivu, Democratic Republic of Congo." 2015.

https://www.fantaproject.org/sites/default/files/resources/FFP-Kivu-Katanga-Desk-Review-Nov2015.pdf

Paler, Laura, Prichard, W., Sanchez de la Sierra, R. and Samii, C. "Survey on Total Tax Burden in the DRC, Final Report." DFID. April 13, 2017.

https://www.ictd.ac/wpcontent/uploads/2019/06/DFID_DRC_TaxBurden_Final.pdf

Rouhani, S., Scott, J., G, B., MA, O., S, H., A, G., SA, B. "A quantitative assessment of termination of sexual violence-related pregnancies in eastern Democratic Republic of Congo." 2016. Journal of Conflict and Health, 10(9). https://doi.org/10.1186/s13031-016-0073-x

United Nations Development Programme. "2019 Human Development Index Ranking." 2019. http://hdr.undp.org/en/content/2019-human-development-index-ranking

United Nations Development Programme. "Gender Inequality Index." 2018. http://hdr.undp.org/en/content/gender-inequality-index

United Nations Economic Commission for Africa. "Conflicts in the Democratic Republic of Congo: Causes, impact and implications for the Great Lakes region." 2015.

https://www.uneca.org/sites/default/files/PublicationFiles/conflits_in_drc_eng_25sept_rev1.pdf

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs. "DRC Humanitarian Fund Annual Report 2018." March 2018. https://www.unocha.org/democratic-republic-congo-drc/about-drc-hf

United Nations Organization Stabilization Mission in the Democratic Republic of Congo (MONUSCO). "North Kivu Factsheet." January 2015.

https://monusco.unmissions.org/sites/default/files/north_kivu.factsheet.eng_.pdf

USAID. "Democratic Republic of the Congo: Nutrition Profile." 2018. https://www.usaid.gov/sites/default/files/documents/1864/DRC-Nutrition-Profile-Mar2018-508.pdf

USAID. "Health Fact Sheet Democratic Republic of the Congo." 2017. https://2012-2017.usaid.gov/democratic-republic-congo/fact-sheets/usaiddrc-fact-sheet-health

World Bank. "2014-2015 West Africa Ebola Crisis: Impact Update." May 10, 2016. http://pubdocs. worldbank.org/en/297531463677588074/Ebola-Economic-Impact-and-Lessons-Paper-short-version.pdf

World Bank. "Doing Business 2019 Economy Profile Congo, Dem. Rep." 2019. http://documents.worldbank.org/curated/en/498991541069119764/pdf/131620-WP-DB2019-PUBLIC-Congo-Dem-Rep.pdf

World Bank. "Foreign Direct Investment, net inflows (% of GDP)." 2018. https://tcdata360.worldbank.org/countries=LBR?indicator=1541&countries=COD&viz=line_chart&years=1970,2018&country=LBR

World Bank. "Poverty Headcount Ratio Congo, Dem, Rep." 2012. https://data.worldbank.org/indicator/SI.POV.NAHC?locations=CD

World Health Organization. "Ebola in the Democratic Republic of the Congo: Overview." January 28, 2020. https://www.who.int/emergencies/diseases/ebola/drc-2019

World Food Programme. "What WFP is doing in the Democratic Republic of the Congo." https://www.wfp.org/countries/democratic-republic-congo

World Vision. "Children Brave School as Their Town, and Country Battle Ebola." December 13, 2019. https://www.wvi.org/stories/fighting-ebola/children-brave-school-their-town-and-country-battle-ebola

